

« On a eu une putain d'étoile, pas eux »

David Bossard et Christophe Monnereau étaient sur le navire de la SNSM qui a chaviré hier, lors d'un sauvetage aux Sables-d'Olonne (Vendée). Ils racontent.



David Bossard et Christophe Monnereau, deux sauveteurs survivants, sont retournés sur les lieux du drame hier après-midi.

Témoignages

Ils ont le regard perdu au loin, les bras croisés contre la poitrine, comme pour mieux contenir leur émotion. Christophe Monnereau et David Bossard restent silencieux, aux côtés de Xavier le Gorce, président national de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM). « Des gens discrets, pas des bavards, d'une efficacité redoutable », décrit le patron de la SNSM en parlant de ses bénévoles.

Moins de 24 heures après, deux d'entre eux racontent le drame. Ces sauveteurs en mer ont survécu au naufrage du canot *Patron Jack Morisseau*, vedette de la SNSM, qui allait porter secours au bateau de pêche *Carrera*, dont le marin est toujours porté disparu.

« On a perdu trois amis, des copains », raconte David Bossard. Quand il parle, la voix tremble, puis se raffermir. « On restera proches de leurs familles, on va les accompagner », complète Christophe Mon-

nereau, président de la station locale des Sables-d'Olonne.

« On allait se mettre à la sortie du port pour attendre l'arrivée du bateau. On ne s'est pas posé de question. On nous a dit que la balise de détresse s'était déclenchée, on y est allé. On était tous d'accord. Quand on embarque, on sait pourquoi on le fait », énonce simplement Christophe Monnereau.

« Les vitres ont cassé »

« Les vitres ont cassé, le bateau n'était plus manœuvrable. On a essayé tant bien que mal d'écoper l'eau, mais on partait à la dérive. À ce moment-là, il n'y a pas eu un mot à bord. Personne n'a parlé. Jamais la décision prise par l'ensemble des navigants n'a été remise en cause », relate Christophe Monnereau. Vu l'état du navire après la vague, décision est prise d'aller vers l'ouest en attendant l'hélicoptère. « Mais il n'y avait plus de barre. » Une autre lame les fait chavirer. « Le bateau est reve-

nu sur sa coque », se souvient son ami. Mais les vagues ont fini par retourner le bateau.

« On était sur le pont, on a été éjectés. Malheureusement, les quatre autres étaient à l'intérieur. Le bateau était incontrôlable. C'était de grosses, grosses conditions », poursuit Christophe Monnereau.

Les deux sauveteurs se sont vus mourir avant de réussir à atteindre la côte. « On savait qu'on allait se noyer, qu'on ne pouvait pas aller à la côte, la mer était trop formée. Mais on était serein dans notre tête. On a eu de la chance d'aller jusqu'au bout. »

« Nous, on a eu une putain d'étoile, eux ne l'ont pas eue. Aujourd'hui, on est là, il va falloir accuser le coup. On n'a pas eu la même étoile qu'eux », répète David Bossard. Il soupire. « C'est à eux qu'il faut penser. On se croisait sur l'eau, quand le bip sonnait. Et demain, ils ne seront pas là. »

Marie JOUSSEAUME.

La SNSM, plus de cent ans de sauvetages

Trois-mâts échoué ou vapeur en détresse, dès le XIX^e siècle, la Société centrale de sauvetage des naufragés et les Sauveteurs hospitaliers bretons portent secours aux marins en détresse. Partout sur le littoral, les canots de sauvetage apparaissent, commandés le plus souvent par un retraité de la Marine nationale. En 1967, le gouvernement demande aux sauveteurs de se regrouper pour faire face à l'essor de la plaisance. La SNSM est née.

L'histoire récente de l'association est marquée par plusieurs sauvetages emblématiques, mais aussi par un drame. En 1986, cinq sauveteurs périssent dans le naufrage de leur canot à Landéda (Finistère) en secourant un voilier. Leur mort choque la France et contribue au déploiement d'une nouvelle génération de bateaux plus adaptée au sauvetage.

Association de loi 1901, la SNSM alerte régulièrement sur ses difficultés financières. Les milliers d'interventions annuelles des 8 000 bénévoles ont un coût. Sans compter les 85 salariés pour l'entretien des navires et les tâches administratives. « Sur nos 32 millions d'euros de budget annuel, 80 % proviennent des dons de particuliers ou d'entreprises, explique Annick Avierinos, l'une des porte-parole de l'association. Les 20 % restants de subventions publiques. » Le renouvellement des anciens canots coûte cher. « Nos investissements ont doublé de 6 à 12 millions d'euros. » Reste encore 4 millions d'euros à trouver d'ici à 2021.

Thibaut CHÉREAU.



Archives Jonathan Konitz, Ouest-France

Le canot tous temps *Patron Jack Morisseau*

Les vitres brisées du cockpit ont entraîné la prise d'eau de la vedette de la SNSM et une panne moteur. L'embarcation en péril a pu se redresser deux fois, mais pas la troisième fois. Le naufrage a coûté la vie à trois sauveteurs sablais.



Construit en 1986, c'était le bateau de réserve de la station. Qualifié « insubmersible » et classé « auto-redressable », il était jugé « apte à partir en sauvetage ».

Caractéristiques techniques

Longueur..... 17,60 m
Largeur..... 4,44 m
Moteurs..... 2 x 340 ch
Capacité..... 8 personnes

Source : Société nationale de sauvetage en mer

Infographie Ouest-France - Photo : AFP.

En France, la SNSM c'est...

8 000
bénévoles
sauveteurs



41 canots tous temps

650
embarcations
nautiques



31 vedettes 1^{re} classe

218
stations de
sauvetage



69 vedettes 2^e classe

6 000
interventions
de sauvetage



en moyenne par an



14 vedettes légères



91 scooters des mers



404 pneumatiques dont 32 semi-rigides

Une quarantaine de policiers blessés lors d'affrontements avec des migrants

Les CRS ont mené une opération de démantèlement d'un camp, hier dans la matinée. Des affrontements entre policiers et migrants ont eu lieu dans les rues avoisinantes, faisant plusieurs blessés. Une quarantaine côté police et gendarmerie mobile, et au moins trois migrants.

PAR MARIE JOUSSEAUME,
AVEC JEAN-PHILIPPE DELATTRE
calais@lavoixdunord.fr

CALAIS – MARCK. Hier, aux alentours de 9 h 20, des affrontements entre CRS, gendarmes mobiles et migrants ont eu lieu dans les rues de Normandie, de Flandre, d'Artois et du Beau-Maraïs, à Calais et Marck. Les policiers sont intervenus pour expulser des migrants d'un camp situé juste de l'autre côté de la voie ferrée. « La police est venue pour prendre des tentes. On les a repoussés », indiquera un migrant en fin de matinée. Ils étaient une centaine à faire face aux forces de l'ordre.

Une quarantaine de CRS étaient présents, ainsi que des gendarmes mobiles, en place au niveau du rond-point d'entrée de la zone Transmarck, dont l'entrée était bouclée.

UN CAMPEMENT DÉJÀ ÉVACUÉ À CET ENDROIT MI-NOVEMBRE

Des affrontements ont éclaté et se sont prolongés dans ce quartier résidentiel. Parmi les projectiles, des morceaux de ballast, provenant de la voie ferrée à proximité. Les forces de l'ordre ont dû se replier, avant d'intervenir une deuxième fois.

Une quinzaine de policiers et gendarmes ont été blessés lors de l'opération, qui s'est achevée en fin de matinée, d'après la préfecture du Pas-de-Calais. Ils ont été transportés par les pompiers à l'hôpital de Calais où ils ont été soignés pour des plaies, contusions et une fracture. On compte au moins trois blessés parmi les migrants, qui ont été emmenés



Un camp est situé juste de l'autre côté de la voie ferrée.

aux urgences par Médecins du monde.

« EXTRÊMEMENT VIOLENTS »

Par téléphone, hier soir, la commissaire-adjointe de Calais, Mathilde Potel, nous a livré une version plus détaillée des événements. Présente sur le terrain, elle explique qu'une « quarantaine de policiers ont été blessés, touchés par des impacts de pierres ». Elle aussi. Le chiffre avancé par la préfecture ferait le distinguo entre blessés graves ou légers. La commissaire revient sur le moment où la situation a dégénéré : « J'ai suivi les instructions de la préfecture. Je leur ai laissé vingt minutes, je les ai invités à partir du site avec leurs tentes. Ils ont refusé. J'ai eu recours à des sommations. Il y a eu une vague de refoulement et des personnes nous ont immédiatement jeté des pierres. » Elle témoigne de faits « extrêmement violents ». Il n'y a pas eu d'interpellations. « Tout le monde jetait des projectiles, c'était difficile d'interpeller quelqu'un. Notre position était de tenir le terrain, on se défendait. »

L'opération a pris fin quand les forces de l'ordre ont pu constater que les migrants ne se trouvaient plus dans leur campement à un instant T – quand bien même ils y sont retournés immédiatement après. C'était déjà arrivé fin octobre lors d'une évacuation empêchée par des migrants et militants, largement médiatisée, à ce même endroit. Mais sans affrontement. Tout comme les forces de l'ordre avaient pu finalement démanteler ce camp, mi-novembre, les autorités vont revenir pour démanteler ce nouveau camp, « avant la fin de la semaine ». Cette fois, certainement, avec un dispositif renforcé. ■

« Ça courait et ça bombardait dans tous les sens »

Plusieurs riverains sont excédés par la situation, qui semble ne plus finir. « C'est une scène de guerre civile », déplore une voisine. Et de montrer au sol, dans la rue, des briques, des capsules de gaz lacrymogènes. Certains en ont reçu dans leur jardin. Manon, en vacances, s'est fait réveiller par les tirs, avant de se mettre à la fenêtre pour filmer. Sur les images, le jardin est dans un brouillard de gaz lacrymogène. Sur une autre, on distingue du mouvement dans la rue. « J'étais en formation quand j'ai appris ce qu'il se passait, raconte Tanguy, qui est revenu chez lui

immédiatement. J'ai récupéré mes enfants et ma copine et je les ai fait sortir hors du quartier pour qu'ils ne respirent pas les gaz. Les enfants ont eu peur. »

« IL Y EN A RAS-LE-BOL »

Il y avait déjà eu des échauffourées entre forces de l'ordre et migrants. « Mais pas violent comme ça », précise une autre riveraine, Sophie. « C'est mon mari qui m'a prévenue, je revenais des courses. Ça courait et ça bombardait dans tous les sens », se souvient-elle. « Il y en a ras-le-bol. Ils devraient prévenir et sécuriser la population quand ils font

des démantèlements, s'agace-t-elle. On comprend leur détresse, mais il faut qu'on comprenne la nôtre aussi. » Les échanges avec la police municipale et deux représentants de la municipalité de Marck qui se sont déplacés sur les lieux dénonçaient l'inaction des pouvoirs publics. Les riverains ont indiqué qu'ils allaient monter une pétition. Sachant qu'une pétition avait déjà été lancée en novembre, dans ce même quartier. De plus, ils affichent l'intention de se regrouper pour porter plainte contre l'État, et les municipalités de Calais de Marck. ■ M. J.



Des jets de briques et de lacrymogènes ont eu lieu.



Certains habitants à proximité ont eu des carreaux brisés.



Le président de la République, Emmanuel Macron, en discussion avec une salariée du SCEA de Roué, à Cléder. L'exploitation produit des tomates sans pesticide.

| PHOTO : OUEST-FRANCE



Ceux qui ne font pas leurs courses et qui étaient venus pour voir le président sont repoussés vers le centre-ville de Saint-Pol-de-Léon. Le président n'est pas passé saluer la poignée de gens qui espéraient le voir.

| PHOTO : OUEST FRANCE



Avec des employés, lors de la visite d'un supermarché Super U, à Saint-Pol-de-Léon. Certains clients ont pu l'approcher et se sont vus proposer un selfie.

| PHOTO : OUEST FRANCE

À Saint-Pol, pas de bain de foule pour le président

Hier, Emmanuel Macron était en visite express dans la zone légumière au nord de Morlaix. Un déplacement en mode confinement, où seule une poignée de personnes ont pu l'approcher.

Reportage

Acte I : accueillir confiné

Inédit, cette visite présidentielle en a eu tout l'air. Pour la première fois, Cléder et Saint-Pol-de-Léon ont accueilli un président de la République. Dans un contexte extraordinaire de confinement. Quelques heures avant son arrivée, Saint-Pol est d'ailleurs vide.

Acte II : le président passe, les clients restent

Le calme avant la tempête, pour la ville de plus de 6 500 habitants. Le Super U se prépare à être le théâtre de la pièce dans laquelle le Président est le héros. Dès 15 h, le supermarché est quadrillé par les forces de l'ordre. Mais les rayons sont sans client. « Cette ambiance est bizarre. Mais c'est normal qu'il y ait autant de sécurité », souffle une caissière, masquée et gantée, en bipant deux ou trois articles. Autre curiosité : la grande surface reste ouverte, même quand le chef de l'État sera dans les murs.

Acte III : vivre « dans nos régions si loin »

Dans le bourg, les gendarmes de la brigade de contact de Sizun sont en renfort à vélo pour sécuriser les ruelles. Tout à côté de la cathédrale, Cyril

faisait des travaux dans sa boutique, qui déménage. « C'est bien qu'il vienne voir ce qui a été mis en place en Bretagne, c'est un bon exemple. Après, moi je suis plouescatais, et dans ma commune il y a beaucoup de choses qui ont été faites. Cléder et Plouescat, ce n'est pas loin, c'est dommage qu'il ne soit pas passé là-bas », estime-t-il.

Au tabac le Léo, Méline voit la visite d'un bon œil. « C'est bien qu'il voie comment ça se passe pour les agriculteurs dans le secteur. C'est ce qui fait vivre la population de Saint-Pol. J'espère qu'il va se rendre compte qu'on a besoin de producteurs français ». Lucie, venue acheter du tabac, ne se sentait pas vraiment concernée. « Je ne suis pas les infos. J'ai reçu un message de mon frère ce matin, j'ai cru que c'était une blague ! » Pour elles, le confinement en campagne se passe bien, « pas dans la peur comme dans les grandes villes. On a de la chance ».

Acte IV : faire ses courses, le président à deux mètres

L'heure de l'arrivée du président approche. Les forces de l'ordre incitent ceux qui étaient sortis uniquement pour saluer Emmanuel Macron à rentrer chez eux, ou à rester à l'écart, à une cinquantaine de mètres du supermarché. Rapidement, une

file d'attente d'une bonne heure se constitue aux portes du Super U. Jo a tiré le gros lot. « Je suis venue faire des courses exprès aujourd'hui. J'ai pu l'approcher. » Le président lui a même proposé de prendre un selfie. « J'en étais toute tremblante et je n'ai pas osé dire oui », s'amuse la riveraine, pain et fromage sous le bras.

Tout comme Frédéric. « Il a demandé comment ça allait, si je travaillais, comment se passait le confinement. C'est déjà sympa de demander, et sur le moment j'étais un peu impressionné ! Avec le recul, on aurait pu lui parler des masques et du gel hydroalcoolique. Au moins, il est venu directement au contact des gens », juge-t-il.

Acte V : circulez, il n'y a plus rien à voir

À 18 h 50, le chef de l'État est parti comme il est arrivé : en passant par le parking de l'étage supérieur. Son avion l'attendait à Landivisiau. Charlene a attendu une heure et demie pour rien. « Ce n'est pas très grave, ça aurait été juste très drôle d'avoir une photo ou une vidéo de lui. »

Gaëlle COLIN et Marie JOUSSEAUME.



Jo est sortie exprès faire ses courses au Super U de Saint-Pol-de-Léon, pour essayer d'approcher Emmanuel Macron, en visite dans le Finistère ; Annie avec Frédéric, qui était au Super U ; Cyril aménage sa boutique dans le centre ; Méline, au tabac le Léo.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

La visite en bref

Bénévole, il raconte son engagement pendant la crise

Retraité depuis un an, Marc Constantin est saint-politain depuis 43 ans. Cet ex-responsable du service technique territorial de Finistère habitat s'est engagé sur la liste passée en tête des élections municipales. Mais ce n'est pas pour ça qu'il a fait le choix de devenir bénévole, pendant le confinement. Il raconte, alors que le président de la République a affiché son soutien envers les bénévoles qui aident les personnes isolées, hier.

« Je trouve ça important que les personnes âgées ou fragiles ne perdent pas le contact avec l'extérieur et continuent à vivre. On ne sait pas combien de temps la situation va durer, et ça peut être traumatisant. »

Concrètement, Marc joue les commis. « Je fais les courses alimentaires, je vais à la pharmacie. On prend contact avec les personnes et on prend rendez-vous pour récupérer la liste des courses, être bien sûr qu'on a compris ce qu'il fallait prendre. On prépare aussi le chèque, les ordonnances s'il faut aller à la pharmacie. On reste un peu discuter, en



Marc Constantin, bénévole pendant le confinement, à Saint-Pol-de-Léon.

| PHOTO : DR

respectant les distances », raconte-t-il. La semaine dernière, il est aussi allé donner un coup de main aux Restos du cœur, pour servir les paniers.

Et la visite du président ? « Ce qui aurait été bien, c'est de voir aussi des petits commerçants ou artisans, pour équilibrer. Là, on aurait fait le tour. Eux aussi, il ne faut pas qu'on les oublie. »

Municipales

pour l'interroger sur le calendrier des municipales. Quand seront installés les conseils élus ? Et pour les communes où un second tour est nécessaire ? « Il m'a répondu que les conseils municipaux élus au premier tour seraient vraisemblablement installés dans la première quinzaine de juin ». Pas plus de précision pour le second tour.

Le maire de Cléder Gérard Daniélou a profité de la venue du président

Une plateforme emploi pour l'agriculture

En mars, face à la crise du Covid-19, les organismes agricoles, en lien avec Pôle emploi, se sont mobilisés pour répondre à la pénurie de bras en agriculture. « Dans ce contexte de crise, nous avons fermé les frontières avec l'étranger, alors que la main-d'œuvre saisonnière est majoritairement étrangère. Pour pouvoir faire face aux besoins, il faut faire appel aux Français. Des bras pour nos assiettes met en relation les employeurs qui ont besoin de main-d'œuvre pour des travaux agricoles et les travailleurs disponibles proches des exploitations », explique Jean-Alain Divanac'h, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère.

Dans le Finistère, la structure a enregistré 4 000 demandes, pour une centaine d'offres d'emploi. « S'il y a eu si peu d'offres, c'est que nos besoins sont spécifiques et nous avons été peu touchés par le Covid-19 dans les exploitations. Dans notre région, nous cherchons plutôt



Dans le Finistère, une centaine d'offres pour travailler dans des exploitations agricoles ont été publiées sur la plateforme Des bras pour nos assiettes.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

pour des contrats longs, entre quatre voire huit mois de travail. Mais ce n'est pas un échec, la plateforme a le mérite d'exister. »

Agroalimentaire

dentielle. Pour le Finistère, il semble que les visites de présidents soient quasiment toutes liées de près ou de loin à l'agroalimentaire ou à l'armée. La visite d'Emmanuel Macron d'hier n'a pas déroge à la règle, en venant soutenir la filière agricole et alimentaire, frappée comme tant d'autres par la crise du coronavirus. Le chef d'État perpétue la tradition instaurée par ses prédécesseurs.

À chaque département, sa spécificité prési-

« Et l'horticulture ? », demandent les élus



Stéphane Cloarec et Nicolas Floch avaient adressé un courrier au président.

| PHOTO : ARCHIVES

À l'occasion du passage d'Emmanuel Macron au Super U, le maire sortant de Saint-Pol-de-Léon, Nicolas Floch, en a profité pour échanger avec le président, sur d'autres sujets que la production locale et la grande distribution. « J'en ai remis une petite couche sur le Brittany Ferries, et j'ai aussi axé sur l'horticulture, qui souffre de la crise sanitaire : en jardinerie, il faut voir tout ce qui part à la casse. Je lui ai remis le courrier d'un horticulteur de Plouénan que j'ai rencontré ce matin. Il s'est engagé à apporter une réponse à ce sujet ».

Le président, il l'a trouvé à l'écoute des clients comme du personnel du magasin. L'élu a aussi abordé la question du déconfinement. « Après l'agriculture, en économie, le tourisme n'est pas loin. J'ai soulevé la problématique des campings et de la restauration ».

Et le choix de Saint-Pol pour la visite ? Même s'ils n'en ont pas parlé, le courrier que Nicolas Floch et Stéphane Cloarec ont envoyé au sujet des municipales pourrait bien avoir pesé dans la balance.

Trois

C'est le nombre de visites qu'a effectué Emmanuel Macron dans le Finistère, en tant que chef d'État. En juin 2018, il est allé au Guilvinec, à Camaret-sur-Mer et a visité la Sill, usine à Plouvien. Il était également venu à l'île Longue, qui abrite la base opérationnelle des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, le 4 juillet 2017.

Tempête Eunice dans le Calaisis : « On peut s'estimer heureux »

Dans l'arrière-pays calaisien, on recense quelques dégâts. Les élus sont plutôt soulagés que la tempête n'ait pas fait plus de dommages.

PAR MARIE JOUSSEAUME
calais@lavoixdunord.fr

CALAISIS. Il y a des branches par terre dans les jardins, chacun fait le tour de sa maison après le passage de la tempête. Dans les communes voisines de Calais, hier, l'heure était au nettoyage et au déblaiement, après la mise en sécurité, vendredi.

À Guînes, le plus impressionnant a été l'effondrement d'un pan de mur d'une maison sur la véranda d'une habitation voisine. « On avait trouvé une solution de relogement pour ces personnes, mais il n'y en a pas eu besoin », indique le maire, Éric Buy. Un peu plus loin, une toiture en tôle et en bois s'était aussi envolée. Sinon, du classique : des tuiles, des tôles. « On s'estime heureux qu'il n'y ait pas eu de blessés et rien de plus grave », poursuit l'élus. Le boulevard Blanchard et rue Neuve ont été fermés pour mettre en sécurité des morceaux de toitures qui menaçaient de tomber. « On a fermé des morceaux de Véloroute, ceux qui sont à proximité des arbres, dans le secteur du marais », précise l'élus.

DES ARBRES ARRACHÉS, DE LA TÔLE ENVOLÉE

Quelques dégâts ont aussi été relevés à Hames-Boucres. Un poteau téléphonique est tombé à l'entrée de la chapelle Sainte-Victoire, l'abri de chantier à la Planche-Tournoire s'est écroulé. Deux gros arbres ont été déracinés chez des particuliers, dont un, rue du Château. Antoine Bigot, agriculteur sur l'exploitation voisine, était sur place pour débiter le hêtre pourpre. « C'est un arbre qui était magnifique en été, il avait une certaine âme. Il devait avoir à peu près deux cents ans, l'âge de la

construction du château », estime-t-il. « Ce sont les aléas des intempéries. Vu le coup de vent, on peut s'estimer heureux de n'avoir que des dégâts de surface », expose le maire, Philippe Bouchel.

Du côté de Sangatte, le coup de vent n'a pas laissé de traces sur la digue. « Ça n'est pas pire que ce qu'on avait

“ Il ne faudrait pas que ces records de vent deviennent une habitude. C'est bien le signe du dérèglement climatique. ”

eu avec des vents à 100 ou 110 km/h. Comme partout, on a quelques dégâts, des tuiles et du bardage à l'école Jules-Ferry, note le maire, Guy Allemand. La pluie a évité que le sable ne s'envole trop. On n'avait jamais eu autant de sable sur la digue que cet hiver. » La commune n'a pas été touchée par les coupures d'électricité : les réseaux sont enterrés. « Il ne faudrait pas que ces records de vent deviennent une habitude. C'est bien le signe du dérèglement climatique », analyse-t-il.

En début d'après-midi à Fiennes, le hangar de Samuel Bonningues a été emporté par les rafales de vent. De la tôle s'est envolée, une partie a fini dans un champ de l'autre côté de la rue, l'autre dans la cour. Un pan de mur et de toit s'est effondré sur un tracteur.

À Audruicq, hier, la circulation était encore impossible rue des Vives, où un arbre s'est couché en travers de la chaussée. Des incidents qui se sont poursuivis hier lors du gros coup de vent de la fin d'après-midi. ■



Le mur de la maison s'est effondré sur l'habitation voisine.



Le hangar n'a pas supporté les rafales de vent.



La circulation est interrompue rue des Vives, à Audruicq.



Des arbres sont tombés, comme ici, rue du Château, à Hames-Boucres.

Le terrible incendie met soixante-deux personnes au chômage technique

Le Carrefour Market détruit

Un violent incendie a entièrement détruit le Carrefour Market de Duclair, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre. Sur place, pompiers, gendarmes, agents d'Enedis et GrDF étaient à pied d'œuvre. Les habitants témoignent, choqués.

DUCLAIR

Un incendie s'est déclaré jeudi 11 octobre peu avant 19 heures à Duclair au magasin Carrefour Market. Un nuage de fumée noire a envahi la ville, alors que des éclairs transparaissent le ciel.

« Il n'y avait pas trop de monde dans le magasin, environ une quinzaine de personnes. D'habitude, on ferme et on rentre chez nous », se souvient Jérôme Montreuil, le directeur du magasin, présent au moment du sinistre. « On est venu me dire qu'il y avait un feu dans la rue. Je suis sorti pour aller voir, et là j'ai rapidement compris que je ne pouvais rien faire ».

« Notre outil de travail partait en fumée »

L'évacuation a été déclenchée. « On n'a pas trop paniqué et on est sorti en très peu de temps, cinq à dix minutes. On a tout laissé en l'état, les affaires dans les bureaux, les caisses en train d'être comptées. Il y avait déjà une grosse fumée noire, épaisse. Le feu a pris sous les groupes réfrigérants et ça s'est propagé à la réserve », poursuit-il. Tous se sont retrouvés au point de ralliement. « Il ne manque personne ? » se demandaient les employés du Carrefour. « On s'est compté. Dans les rayons, on travaille souvent en binôme »,

explique le directeur, qui était malgré tout lucide : « C'était notre outil de travail qui partait en fumée, on le savait bien. C'est compliqué de voir le personnel en pleurs, les gens choqués », reconnaît Jérôme Montreuil. « On a dû se déplacer, parce qu'avec la fumée, on ne pouvait pas rester là. Ensuite, les pompiers sont arrivés, on leur a donné les premiers renseignements qu'on avait ».

Le lendemain matin à 9 heures, il ne restait plus grand-chose des murs du magasin. Les 2 000 m² sont partis en fumée. Les pompiers étaient toujours à pied d'œuvre, pour éteindre les « derniers foyers résiduels » dont l'accès est rendu difficile, en raison de l'amas de tôles.

Evacuation au Clos-Bolard

C'est une voiture stationnée à côté de la moyenne surface, dans la rue entre le magasin Delbard et le supermarché, qui a pris feu. Les flammes se sont propagées au bâtiment commercial. Aucun blessé n'était à déplorer. Malgré tout, deux personnes ont été conduites à l'hôpital pour un contrôle. Les clients ont pu être évacués ainsi qu'une vingtaine de personnes de la RPA (résidence pour personnes âgées) Côté, située à proximité. Elles ont été dirigées vers la salle du Clos-Bolard. Une dizaine de

secouristes de la Croix-Rouge sont venus en réconfort.

Malgré tous les efforts des sapeurs-pompiers, la structure métallique s'est effondrée dans la soirée.

Le quartier bouclé

85 sapeurs-pompiers et une vingtaine d'engins ont été mobilisés tout au long de la soirée puis dans la nuit. Une vingtaine était encore sur place au petit matin. Le feu a pu être circonscrit à l'aide de dix lances à incendie et de trois grandes échelles. Les gendarmes de la communauté de brigades de Duclair et de la compagnie de Rouen étaient sur place, le directeur de cabinet de la préfète, Benoît Lemaire, ainsi que les services d'Enedis (EDF), et plusieurs adjoints au maire. « Nous avons déclenché le Plan communal de sauvegarde (PCS) qui permet à la municipalité d'agir en cas de crise. Les personnes évacuées ont été prises en charge par les familles, les élus et le curé, avant de regagner leur logement le lendemain », a déclaré Jean Delalandre, le maire de Duclair. L'enquête a été confiée à la brigade de recherches de Rouen.

Le quartier a été partiellement bouclé. Des logements voisins ont été évacués par précaution dans la soirée. Le gaz et l'électricité ont été coupés au plus près du magasin,



Le vendredi matin, il ne restait plus grand-chose du Carrefour Market de Duclair

ce qui n'a entraîné aucune gêne pour le voisinage. Le vendredi, les Duclairais sont venus se rendre compte par eux-mêmes. « C'était impressionnant, les flammes dans la nuit », confiaient Gaëlle et Marie-Noëlle. « Ça fait tout drôle, on venait tous les jours. Il n'y a pas eu de blessés, c'est déjà ça ».

Six mois de salaire assurés

Carrefour Market était le seul supermarché de cette commune de 4 000 habitants. « Il ne faut pas regarder derrière nous. On va

tout reconstruire », a promis Jean-Sébastien Havard, propriétaire du magasin aux salariés présents, tous sous le choc. Lors d'une réunion hier, jeudi 18 octobre, le propriétaire a annoncé que « les salaires complets seraient versés pendant six mois ». De quoi voir venir financièrement pour les 62 salariés. « Le souhait est bien sûr de reconstruire la même chose, au même endroit, avec la même surface. On y travaille avec les experts et les services de l'Etat ».

■ MARIE JOUSSEAU (AVEC A.D.)



La fumée recouvre la ville

Un épais nuage de fumée a rapidement couvert la commune aux alentours de 19 heures lors du départ de l'incendie. Des hauteurs de la commune, on n'apercevait plus la Seine.



Le feu s'est propagé d'une voiture au magasin

C'est une voiture stationnée dans la rue entre le Carrefour Market et la jardinerie Delbard qui serait à l'origine du feu. La brigade de recherches de Rouen est en charge de l'enquête.



■ De nombreux pompiers mobilisés
Près de 85 sapeurs-pompiers de plusieurs casernes ont été mobilisés pour circonscire l'incendie du Carrefour Market. Le quartier a été rapidement bouclé par les gendarmes pour permettre l'intervention des secours.



Une intervention qui a duré toute la nuit

Les sapeurs-pompiers sont restés sur place toute la nuit. Dans la matinée du vendredi 12 octobre, ils étaient une vingtaine à éteindre les derniers foyers résiduels, rendus difficiles d'accès par l'amas de tôles. Un engin de manutention a été nécessaire pour parvenir à les déblayer.

L'auteur de l'incendie du Carrefour Market de Duclair

Un an de prison ferme

L'auteur de l'incendie du magasin Carrefour Market de Duclair a écopé d'une peine de 12 mois de prison ferme assortis de six mois de sursis avec obligation de soins, lors de sa comparution devant le tribunal correctionnel de Rouen, lundi 28 janvier.

DUCLAIR

Le 11 octobre dernier, en début de soirée, un incendie s'est déclaré à Duclair. C'est une voiturette garée à côté du Carrefour Market qui a pris feu. Rapidement, les flammes se sont propagées au bâtiment commercial d'une surface de 2000 m².

Des salariés sur le carreau

Malgré l'intervention des sapeurs-pompiers, la grande surface a été entièrement détruite : au petit matin, il n'en restait plus rien et une soixantaine de personnes se retrouvaient au chômage technique. « Ça a été violent, on part du travail et on se dit 'à demain', sauf que le lendemain, on ne s'est pas revu pour travailler », explique Estelle, employée en charcuterie.

Dans le box des accusés, lundi, au palais de justice de Rouen, a comparu le prévenu, soupçonné d'avoir provoqué le sinistre. L'homme, originaire de Barentin, a une cinquantaine d'années. Il est père de trois enfants. Au chômage, il touche une allocation pour adulte handicapé.

Lors de l'enquête, il a indiqué consommer quotidiennement de l'alcool. Il a d'ailleurs fait l'objet d'un suivi pour cette pathologie pendant un an, en 2011.

Rivalité amoureuse

La présidente a entrepris de le questionner. Ses réponses ont été laconiques. La voiturette qui a pris feu appartient à un rival amoureux. Ce dernier entretenait en effet une relation sentimentale avec une femme qui était aussi... en relation sentimentale avec le prévenu.

« Il est parti avec ma copine. Je savais que c'était sa voiture », a-t-il expliqué. Ce jour-là, le quinquagénaire aurait appris que sa compagne le trompait. « Dans ma tête, il y a un truc qui s'est décroché », continue-t-il, avant d'admettre qu'il avait bu deux ou trois bières.

13 millions de préjudice

Lors de l'enquête, le Barentinois a d'abord nié être l'incendiaire, avant de le reconnaître. L'exploitation de la vidéosurveillance a permis de le situer à proximité des lieux et l'expertise a confirmé que le feu était d'origine criminelle. Le prévenu a repéré une fenêtre ouverte de la voiture sans permis, il a lancé son mégot de cigarette à l'intérieur.

« Pourquoi vous en êtes vous pris à sa voiture ? », l'interroge la présidente. Il dit avoir pensé que seuls les fauteuils allaient brûler. Mais les flammes se sont propa-

gées très rapidement au Carrefour Market. « Je m'excuse pour le magasin et pour les employés, ils n'y sont pour rien », conclut-il. Le préjudice matériel se chiffre à 13 millions d'euros.

Plusieurs parties civiles étaient représentées, dont la fleuriste de la galerie, Jessica Flambard, qui est dans l'incapacité de chiffrer la perte exacte après le sinistre. Elle néanmoins réussit à retrouver sa clientèle. Elle a rouvert sa boutique dans un autre local rue de Verdun à Duclair.

On retrouvait également une jeune femme de 19 ans, Cassandra, qui avait obtenu un contrat de professionnalisation complété par un an de formation en vente. Depuis l'incendie, elle a perdu les deux et est au chômage, sans indemnités.

Une chance inouïe

M^e Grégoire Leclerc, avocat du propriétaire du magasin Jean-Sébastien Havard et de plusieurs employés, a pris la parole. « Il s'agit d'une personne qui a détruit 80 % de leur vie. Une canalisation de gaz qui s'enflamme, c'est violent et rapide. On parle d'un incendie qui est brusquement survenu à cause d'une rivalité amoureuse, il doit faire face à ses responsabilités ».



Les parties civiles ont souhaité assister à l'audience

« Vous avez eu de la chance qu'il n'y ait eu aucunes victimes », a résumé la représentante du ministère public. « Avec les habitations à proximité, vous avez eu de la chance qu'il n'y ait pas eu d'explosions ». Elle a requis une peine de douze mois d'emprisonnement ferme et six mois de sursis.

Puis c'était au tour de M^e Dahan-Rossow de défendre son client. « Sa culpabilité ne fait pas question. Il ne souhaitait pas causer autant de dommages, juste faire un trou dans le siège », a-t-

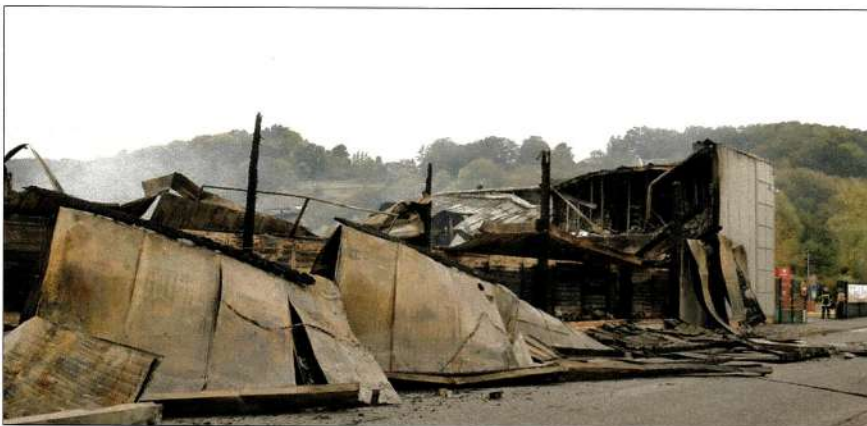
elle assuré, en expliquant qu'un long séjour en prison ne serait pas bénéfique pour le Barentinois, déjà sous le coup d'une condamnation pour des faits de violence ayant entraîné une incapacité permanente, faits jugés après l'incendie mais avant ce procès.

Pour l'incendie, le prévenu a été reconnu coupable. Le tribunal a suivi les réquisitions de l'avocat général, avec obligation de soigner son problème d'alcool.

■ MARIE JOUSSEAUME

Paroles de victimes

« On est soulagé »



Le lendemain de l'incendie, il ne restait plus rien du magasin

A la sortie de l'audience au tribunal correctionnel de Rouen lundi 28 janvier, les employés du Carrefour se sont regroupés. Ils discutaient dans la salle des pas perdus.

Une expertise psychologique a été demandée pour une des salariées, traumatisée par le drame.

« On est soulagé et content du verdict », indique Estelle qui ne voit plus ses habitués clients à la charcuterie.

Les journées sont longues

« Au début on se dit que ça fait un peu de vacances. Mais désormais pour nous, les journées sont longues, particulièrement

entre 13 et 18 heures », confie Véronique, qui était en rayon. « Les premières nuits ont été compliquées. On n'arrivait pas à dormir, on se réveillait à l'heure où on se levait pour aller bosser ».

Une équipe soudée

Dylan est venu, lui aussi. « C'est notre héros, dans la réserve, c'est lui qui a appuyé sur le bouton qui a déclenché l'alarme », ont souri les autres.

Quatre mois après le drame, les employés se voient toutes les semaines. « On a un point commun en plus du travail, maintenant. Si la météo le permet, on fait une marche ensemble en fo-

rêt, tous les vendredis. On mange ensemble. C'est important de se voir. On était déjà une équipe soudée, mais là, on l'est encore plus. On ne peut plus parler de travail, puisque nous n'en avons plus. Alors on discute d'autres choses ».

Le propriétaire Jean-Sébastien Havard confirme : « C'est une vraie famille ».

Désormais, il compte bien se consacrer « à la reconstruction, la démolition est terminée. Le processus continue, en coopération avec les services de l'Etat. Maintenant, le passé est derrière nous ».

Fin des travaux est prévu courant mars Bientôt une subvention ?



Lors des éboulements du 4 janvier 2018

TANCARVILLE

C'est bientôt la fin ! Les travaux de sécurisation de la falaise de Tancarville le bas, commencés début octobre, se termineront d'ici la fin de l'hiver. C'est en tout cas ce qu'annonce David Sablin, maire. La première phase de travaux concernait la sécurisation de la falaise et l'abattage d'arbres. La seconde verra les ancrages et la pose des filets.

Une subvention de 160 000 euros ?

Pour réaliser les travaux, le maire a pu enfin compter sur un soutien de poids : « L'Etat a pris conscience de l'état de nos fa-

laises seinomariennes. » Un dossier de subvention a été monté avec la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer).

« On espère récupérer 40 % sur les 400 000 € investis, soit environ 160 000 € HT », confie l'édile.

Une nouvelle étude

Après avoir financé une première étude en 2016 (à hauteur de 5 000 euros), la commune peut se réjouir de voir l'Etat prendre en charge une nouvelle étude à la fin des travaux.

« D'ici la fin du premier semestre, une étude sera faite sur l'état global de la falaise », conclut David Sablin.

Les apprentis du CFA agricole en voyage d'étude à en Pologne

« Voir la réalité des choses »

Dans le cadre du voyage d'études à Auschwitz organisé par la région Normandie, six classes ont été sélectionnées pour partir en Pologne, mercredi 16 et jeudi 17 janvier. Dix-huit apprentis du CFA d'Yvetot y étaient. Mercredi, ils étaient à Cracovie, pour découvrir les conditions de vie dans le ghetto juif.

YVETOT

Dix-huit élèves de la classe de terminale CGEA (conduite et gestion des entreprises agricoles) du CFA (centre de formation des apprentis) d'Yvetot étaient en Pologne, mercredi 16 janvier et jeudi 17 janvier : ils participaient au voyage d'études à Auschwitz proposé chaque année par la région Normandie depuis dix ans. Pour la première fois, le voyage a duré deux jours, pour permettre aux six classes normandes sélectionnées de visiter Cracovie le mercredi afin d'aborder la vie dans le ghetto juif, et le camp d'extermination des juifs d'Auschwitz le jeudi.

Pour être choisi par la Région, il fallait répondre à un appel à projet. Ce qu'on fait les Yvetotais : « Nous travaillons sur les Justes parmi les nations, ces personnes qui ont mis leur vie en danger pour sauver des Juifs, à une échelle locale. Nous avons retrouvé quatre Justes cauchois et nous sommes en contact avec leurs descendants », expose Laurent Garreau, leur professeur d'histoire-géographie. Ils ont rencontré Léopold Ermel, le fils d'un couple de Justes qui réside à Hattenville, non loin de Fauville-en-Caux. L'aboutissement de leur projet ? En mai, ils vont ériger une stèle en hommage aux Justes sur le campus yvetotais qu'ils fabriqueront eux-mêmes.

La première partie de leur voyage en Pologne était consacrée à la ville de Cracovie, qui comptait 68 000 Juifs avant la guerre, dont 65 000 ont été exterminés. Pour découvrir leur vie quotidienne, les apprentis âgés de 17 à 21 ans ont tout d'abord déambulé dans le quartier juif Kazimierz, où ils ont visité la synagogue Remuh et son cimetière, pour mieux comprendre les coutumes de la religion. Le cimetière a marqué les esprits : « Ici, il n'y a pas de fleur, ils mettent des cailloux », racontent Kévin et Elodie. En effet, les pierres déposées sur les tombes sont des symboles de mémoire dans la culture juive.

Les restes du ghetto

Ils ont poussé la porte du musée d'histoire de Cracovie sous l'Occupation, qui se trouve dans les locaux de l'usine Schindler, du nom du Juste Oskar Schindler. Salon de coiffure, wagon de tramway... on y trouve de nombreuses reconstitutions. « On s'y croirait, on a l'impression d'y être, dans l'usine et dans la vie quotidienne », assurent Maxime et Mathieu.

Les Cauchois ont ensuite deviné les restes du ghetto dans le Cracovie actuel : quelques pans de murs qui délimitaient la zone juive sont toujours debout. « On se rend compte de la vie qu'ils ont



Sur « la place des chaises », les apprentis yvetotais ont vu 68 chaises. Chacune représente 1 000 personnes juives, soit les 68 000 juifs présents à Cracovie avant la Seconde Guerre mondiale

pu mener, que les Juifs ont vécu des choses atroces et ont dû faire preuve d'un immense courage pour au final être exterminés », souligne Adrien. « On les a enfermés comme des animaux », confirme Franck.

Pour finir, ils ont marché sur la « place des chaises », un lieu particulièrement symbolique où soixante-huit chaises vides ont été disposées pour rappeler le nombre

de Juifs (68 000) qui vivaient à Cracovie avant la guerre. C'est ce lieu qui a le plus marqué les étudiants. « C'est la place où les Juifs ont été fusillés. Contre le mur, les enfants étaient empilés pour pouvoir être tués d'une seule balle afin de faire des économies », relate Morgan.

Pour Brian, cette journée, « c'est mieux qu'un cours d'histoire clas-

sique. On voit la réalité des choses. Beaucoup de personnes devraient voir ce que c'était, ça permettrait peut-être d'ouvrir les yeux et de se rendre compte de ce que ce sont que le racisme et la discrimination ». La visite du camp d'Auschwitz n'a dû que renforcer cette conviction. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

■ MARIE JOUSSEAUME



■ Visite d'une synagogue

Les jeunes ont visité la synagogue Remuh, dans le quartier juif. L'occasion d'en savoir un peu plus sur les coutumes juives : par exemple, les hommes doivent avoir la tête couverte à l'intérieur



■ Les murs du ghetto

A Cracovie, des pans de murs du ghetto sont encore visibles. Ces hauts murs délimitaient la zone où les juifs ont été parqués de 1941 à 1943, avant la liquidation du ghetto



■ Reconstitution au musée

Dans le musée d'histoire de Cracovie sous l'Occupation, l'impasse n'est pas faite sur les bannières nazies. Une façon impressionnante de rappeler que la Pologne était sous le joug nazi dès septembre 1939



■ La Liste de Schindler

Le décor paraît familier ? C'est normal, il s'agit d'un des décors du film oscarisé en 1994 de Steven Spielberg, *La Liste de Schindler*, qui a été tourné dans le quartier Kazimierz

Voyage d'études en Pologne organisé par la Région Normandie

Auschwitz: « Indescriptible »

Lors du deuxième jour de leur voyage d'études en Pologne (voir notre précédente édition), les apprentis du CFA d'Yvetot ont visité le camp d'Auschwitz II-Birkenau et Auschwitz I, réhabilité en musée. Une journée riche en émotion.

MEMOIRE

Plus on s'approche, plus le site a l'air gigantesque, derrière le grand bâtiment de brique rouge, transpercé d'une arche qui laisse passer une voie de chemin de fer recouverte de neige fondue. « *Je m'étais fait une image mentale, mais c'est immense. Je ne m'y attendais pas* », expose Maxime. Il fait partie des 18 apprentis CGEA (Conduite et gestion d'une entreprise agricole) du CFA d'Yvetot qui ont été sélectionnés après un appel à projet de la région Normandie. Jeudi 17 janvier, ils visitent le camp d'extermination Auschwitz II-Birkenau et Auschwitz I, devenu un musée.

Passé le bâtiment écarlate, une large plaine. D'un côté, des baraques de briques, de l'autre des baraques en bois, séparées par la voie de chemin de fer. Plus loin, on distingue des ruines. On voit les fils barbelés qui enserrant le tout. Les pylônes à la tête recourbée sont encore debout. Au total, 1,3 million de personnes a été déporté ici. Dont 1 million assassiné immédiatement. Difficile à concevoir devant ce qui reste de deux crématoriums qui ont été dynamités par les nazis. « *Ça fait bizarre d'imaginer ce qu'ils ont pu vivre ici* », confirme Pauline. « *J'ai fait ce que Ginette Kolinka (voir ci-contre) nous avait dit: rentrer les*

yeux fermés et imaginer », ajoute Maxime.

À côté de ce qui était un crématorium, les élèves écoutent la guide, tête baissée. Il s'agit du récit d'un Sonderkommando, l'un des juifs qui était affecté au crématorium. Il décrit comment la chambre à gaz fonctionnait. Comment il devait en sortir les corps. Les Cauchois se rendent un peu plus loin, au pied d'un autre crématorium, avec une fosse de cendres tout à côté. Parfois une odeur étrange revient dans les narines. Il y a des pins, des bouleaux, mais rien qui ne corresponde à cette émanation. Ce sont les mines de charbon toujours en activité autour du site.

« Comme de la poussière »

Les visiteurs reviennent sur leurs pas, vers le bâtiment où les Juifs étaient « *triés* ». Ginette Kolinka, la rescapée avec laquelle ils ont pu échanger, était dans le même convoi que Simone Weil. Toutes deux, comme leurs camarades, ont été tatouées. « *On y faisait défiler les humains comme des objets, comme de la poussière. On n'a plus besoin de toi, on te détruit* », assène Maxime.

Dans l'après-midi, les Normands visitent Auschwitz I, devenu un musée. Ils découvrent les cartes personnelles des Juifs, identifiés comme « *Sarah* » pour les femmes



Les apprentis ont vu l'un des crématoriums qui ont été détruits par les nazis

et « *Israël* » pour les hommes. Déambulent d'un bloc à un autre, alors que la nuit commence à tomber. Ils entrent dans une cellule de la prison, puis passent devant le mur où les prisonniers étaient exécutés, quand ils ne mouraient pas de faim dans leur geôle. Dans l'une des salles s'étendent des photos agrandies. Mais surtout, un tas de lunettes. Puis un tas de va-

lises. Puis un tas de cheveux. Puis un tas de chaussures, tellement grand qu'il prend les deux côtés de la pièce. Ils entrent dans le premier crématorium construit par les nazis. « *Regarde, sur le mur, il y a des griffures* ». Morgan approche sa main, sans oser toucher. Il prend des photos. « *C'est troublant de voir à quel point l'humain peut être inhumain. Tout était prévu.*

Tout était calculé, programmé », racontent Théo, Adrien et Romain. « *C'est vraiment indescriptible, on ne se rend pas compte à quel point l'homme peut être cruel envers les autres. Si tout le monde voyait ça, peut-être que les gens seraient plus humanistes, plus sensibles* », confirment Kévin, Grégory, et Mickaël.

■ MARIE JOUSSEAU



■ Visite du musée à Auschwitz I

Les biens spoliés des Juifs déportés sont exposés dans le camp Auschwitz I. On y retrouve des objets du quotidien: lunettes, chaussures, gamelles, etc. Les cheveux des prisonniers y sont exposés



■ Les crématoriums détruits

Les crématoriums ont été détruits par les nazis. Ici, l'entrée par laquelle les prisonniers, dupés, descendaient dans la pièce pour se déshabiller et aller « *prendre une douche* »



■ L'entrée du camp Auschwitz II-Birkenau

L'entrée du camp Auschwitz II-Birkenau est traversée par une voie de chemin de fer qui conduisait les déportés directement à l'intérieur du camp



■ Les déportés triés

Dès leur arrivée au camp, les déportés étaient triés. Ceux qui étaient considérés trop faibles pour travailler (les handicapés, estropiés, enfants, personnes âgées, femmes enceintes, etc.) étaient directement envoyés aux chambres à gaz et y étaient assassinés

Dons pour l'Ukraine : « On ne s'attendait pas à un tel élan ! »

Il y a une semaine, la protection civile lançait une collecte pour l'Ukraine. Reportage à Calais, où sont réceptionnés tous les dons du département.

PAR MARIE JOUSSEAUME
calais@lavoixdunord.fr

CALAIS. L'antenne de la protection civile de Calais fourmille d'activité en ce moment, le jour... et un peu la nuit. Là où il y a d'habitude des véhicules et du matériel, il y a des sacs, des cartons, des produits en cours de tri. Mardi dernier, la protection civile a lancé un appel aux dons pour l'Ukraine, avec l'Association des maires de France (AMF). Vêtements, produits d'hygiène et de logistique, etc. « On a reçu plus de 200 appels par jour, on ne s'attendait pas à un tel élan ! C'est allé très vite, ça fait chaud au cœur », raconte Salomé Pinelle, de la protection civile.

“ On a un peu moins besoin de vêtements et de médicaments, plus de produits d'hygiène et de secours. ”

Rien qu'hier, ils ont recueilli huit dépôts, de Oye-Plage, Lens, Étaples, Laventie, Saint-Etienne-au-Mont, de Centropolis d'Amiens, et de l'association Lilly Rose de Calais. Quatre équipes allaient aussi chercher des dons à Wimereux, Outreau, Monchy-au-Bois et au lycée Coubertin à Calais.

DIRECTION STRASBOURG

L'antenne de Calais fait office de base zonale, et centralise les dons du Pas-de-Calais avant qu'ils ne soient expédiés à Strasbourg et,

de là, partent pour la Pologne.

En journée, il y a six personnes sur place, et la ville de Calais met à disposition entre deux et quatre agents pour aider au déchargement et au tri. « On a eu beaucoup de vêtements, de matériel de secours et de produits d'hygiène », poursuit Salomé Pinelle.

TRI, MISE EN CARTON ET EN PALETTE

Le local est réparti entre différentes zones de tri, en fonction des produits collectés, avant d'être conditionnés en cartons, puis en palettes. C'est ce que font Lucie et Ludvine, avec les produits médicaux. « Il y a des seringues, des bandages, des médicaments... On classe par catégorie et on vérifie les dates de péremption », explique Lucie. « On sait que les gens sont généreux, mais là on voit vraiment la solidarité. Il y a de tous les âges, j'ai vu une petite fille qui est venue apporter des jouets », raconte-t-elle.

« On a un peu moins besoin de vêtements et de médicaments, plus de produits d'hygiène et de secours », détaille Adam Beenaert, directeur départemental de la protection civile. « Plus de six tonnes ont déjà été rangées et triées ici », soit l'équivalent de seize poids lourds qui a été envoyé en Ukraine. ■

Renseignements par tél. : 09 72 45 77 35 ou par mail : mission.ukraine@pas-de-calais.protection-civile.org

Retrouvez les autres points de collecte sur le Calaisis dans notre article précédent visible sur www.lavoixdunord.fr, onglet Calais.

 **SUR NOTRE SITE**
Retrouvez sur www.lavoixdunord.fr, onglet Calais, notre vidéo.



Les produits médicaux sont triés avec attention, selon la catégorie et la date de péremption.



Les produits sont triés par zone dans le local.

Des habitants donnent un coup de main pour trier les dons pour l'Ukraine

CALAIS. Mardi dernier, il y avait seize personnes au local de la protection civile pour décharger les camions, trier les produits et monter les palettes. En plus des membres de la protection civile, des habitants du Calaisis étaient venus spontanément donner un coup de main. Une aide toujours bienvenue, face l'afflux de dons à trier. Ludvine donnait un coup de main pour trier les médicaments. « J'ai vu l'annonce sur Facebook, il y a des gens qui en ont besoin, la protection civile en a besoin », résume cette Calaisienne. Idem pour Jean-Bernard, jeune retraité d'Andres. « C'est normal, si on peut rendre service, autant venir

aider que de les laisser dans l'embaras... J'ai du temps libre. Et puis avant j'ai travaillé aux stocks, je sais me servir de ça ! », sourit-il en montrant un rouleau de film plastique, pour entourer les palettes.

Pareil pour Alain, venu de Coulogne. « J'ai travaillé dans la logistique, je retrouve ce que je faisais par le passé. Et puis c'est normal de s'investir un peu, quand on voit ce qui se passe là-bas. Mais qu'il y ait autant de dons, je suis agréablement surpris. » ■ **M. J.** La protection civile recherche des bénévoles. Pour ceux qui souhaitent venir aider, tél. : 03 21 36 25 67 ou par mail : contact@pas-de-calais.protection-civile.org



Des habitants sont venus prêter main-forte pour trier.

Des bons d'achat pour garder leur boutique en vie

Une quinzaine de magasins de Morlaix (Finistère) proposent leurs produits sous forme de bons d'achat sur un site de soutien aux petits commerces.

Acheter aujourd'hui, profiter plus tard... Un acte solidaire pour donner de la trésorerie aux commerçants morlaisiens qui ont fermé boutique depuis mi-mars. Sur la plateforme *soutien-commerçants-artisans.fr*, il est possible de se procurer des bons d'achat à faire valoir dans le futur. Une quinzaine de boutiques de la cité du viaduc y sont répertoriées.

« Nous avons commencé trois semaines après le confinement », témoigne Marie, qui tient avec Anne-Laure la boutique de prêt-à-porter Kaméléon, en centre-ville. Les deux sœurs ont été plutôt surprises : « Nous avons de bons retours, les clientes nous suivent. Soit elles commandent tout de suite et nous les livrons, soit elles attendent la réouverture de la boutique pour faire leur choix. »

Ainsi depuis le début de l'opération, elles comptabilisent chaque semaine, une dizaine de bons d'achat, « ce qui nous permet de faire un peu de trésorerie et de booster notre page Facebook, avec les collections, les tailles et les prix. Au début du confinement, on n'osait rien faire. »

La réouverture de leur boutique se

profile : « La marchandise sera là. On va garder la livraison à domicile pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer. En magasin, le port du masque et le gel seront de mise, nous limiterons le nombre de clientes à deux ou trois. Pour les essayages, c'est encore le flou mais beaucoup ont pris l'habitude de ne pas passer le vêtement avant son achat. »

Anticiper Noël

Les bons d'achat, c'est « une proposition concrète. Il faut tenter toutes les possibilités qu'on a pour se sauver », pour Samuel Coatrieux, gérant du Comptoir de Samuel. L'inquiétude pour la suite est évidemment là. « La saison paraît difficile à anticiper. S'il n'y a pas de touristes étrangers, est-ce que les touristes français vont compenser ? », s'interroge-t-il. En attendant, il a ouvert sa boutique sur rendez-vous et sur des créneaux clefs, comme le samedi matin, jour de marché. Le gel hydroalcoolique bien en vue sur le comptoir, avec des lingettes désinfectantes. Les produits, c'est lui qui les manipule, et il porte une visière plastique imprimée en 3D,

obtenue via un collectif morlaisien. Il en a quelques-unes en réserve. « J'ai un ami qui en a imprimé aussi. »

Du côté du Coffre à jouer, Cathy Tanguy a un peu attendu avant de se lancer. Au final, « ça permet d'avoir un peu de trésorerie, et ça soutient des commerçants locaux. Et les gens anticipent Noël », explique-t-elle. Elle s'est lancée dans la livraison à domicile, et publie son catalogue sur Facebook, comme d'autres commerçants. Un travail de fourmi qui prend du temps. Dans la boutique fermée, les lumières sont allumées. Jeux de plateau, de cartes et de dés attendent sur les étagères. Elle prépare ses commandes. « Ensuite je livre sur tout le pays de Morlaix, avec les précautions sanitaires. Au début, j'avais beaucoup de demande pour des jeux pédagogiques. C'est sympa aussi d'aller à l'extérieur, ça change ».

Pour autant, « les gens auront-ils envie de redescendre en ville, après ? Nous, on sera là, on sera prêt, mais on ne sait pas comment ça sera, après le 11 mai », conclut-elle.

Marie JOUSSEAUME.



Pour maintenir l'activité, Cathy Tanguy mise sur la livraison en plus des bons d'achat.

1 PHOTO : OUEST-FRANCE

Le restaurateur cogite pour trouver la recette de l'après-Covid

Si Stéphane Galon s'est remis devant un piano, les touches ne sont pas celles des fourneaux... mais de son ordinateur. Installé à Fougères depuis 2004, le chef du Galon ar Breizh, a connu un coup de blues après la décision du gouvernement de fermer les restaurants, mais il est décidé à repartir de l'avant. « C'est une période très riche au final. Je participe à de nombreux webinaires (séminaires par web). On réinvente le métier de restaurateur. Il faut se préparer. Cela va prendre des années pour s'en remettre. »

Miser sur les producteurs locaux

Sa clientèle est composée à 40 % de touristes. Notamment étrangers. « Les groupes d'autocars, c'est terminé, au moins jusqu'en 2021. Il va falloir travailler en proximité. » Le restaurateur va proposer des « séminaires de déconfinement afin de ressembler les équipes ». En plus petit comité avec d'autres activités, comme la découverte des herbes sauvages comestibles ou des ateliers d'œnologie. « L'attente des clients va évoluer. Chacun va être amené à inventer ses propres solutions. Ce virus, il va falloir apprendre à vivre avec. Personnellement, c'est le même choc culturel que j'ai connu avec le Sida. »

Alors, ça fume sous le crâne de Stéphane Galon. Le circuit court est dans l'air du temps et il aimerait pro-



Stéphane Galon, le chef du Galon ar Breizh, à Fougères, est un fervent défenseur des producteurs locaux.

1 PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

poser des bocaux et conserves en fondant un groupement de producteurs. « Avec les prêts de la BPI, je vais investir 40 000€ dans le restaurant notamment pour un autoclave. » En pleine crise ? « J'ai un peu de bouteille dans le métier. J'ai connu la crise de 2008, j'ai des bosses et des rayures alors cela ne sert à rien de se battre contre les assurances. Ce n'est pas elles qui vont sauver nos entreprises. »

Stéphane Galon a conscience que

tous ses collègues n'ont par l'oreille de leurs banquiers alors il propose « une baisse de la TVA à 5,5 % pour tous ceux dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 500 000€. Personnellement, cela me permettrait d'embaucher un cuisinier de rembourser un de mes prêts. »

Quant aux risques de fermetures en cascade, le restaurateur fougerais rejoint l'idée d'un plan de relance sous la forme de cessations anticipées d'activités à l'instar du secteur

de la pêche dans les années 2000. « Il n'y aura pas de place pour tout le monde. Certains arrivent à la retraite, ce sont des drames humains, ils ont bossé pendant quarante ans et vu la situation, ils ne peuvent pas vendre. Alors, les millions d'euros collectés pour les fonds de solidarité pourraient être utilisés pour offrir une prime de l'ordre de 30 % s'ils souhaitent cesser leurs activités. Il faut purger le métier. »

Antoine VICTOT.

Solutions solidaires pour le tourisme local

L'initiative fleurit dans de nombreux départements. Comme en Sarthe. En attendant de pouvoir retourner au zoo, au restaurant, en chambre d'hôtes ou en base de loisirs, Sarthe Tourisme a mis en vente des bons d'achat locaux et solidaires. Le mécanisme est simple : commander des bons d'achat maintenant pour soutenir les professionnels du tourisme et les consommer plus tard.

Les restrictions de circulation

Environ 150 bons d'une valeur entre 10 et 100 € ont déjà été vendus, depuis le 24 avril, auprès des soixante-dix structures partenaires. Conçu comme « un appel à la solidarité et au patriotisme départemental », selon Jean-Jacques Foinet, directeur de Sarthe tourisme, le système représente une « aide à la trésorerie » salvatrice pour les entreprises.

Car après deux mois de fermeture et alors que la saison touristique s'apprêtait à redémarrer, leurs finances font grise mine. « C'est catastrophique, constate Jean Kesteloot,

gérant des Insolites de JSK, qui a dû reporter une centaine de réservations depuis le début du confinement tout en engrangeant. Zéro rentrée d'argent. Sans aide innovante de l'État, nous ne passerons pas l'hiver. Ces bons sont un coup de pouce et nous font gagner en visibilité. »

Le redémarrage s'annonce en demi-teinte, du fait des restrictions de circulation qui « restreignent la zone de chalandise » des professionnels du tourisme. La Sarthe devra aussi composer sans ses visiteurs internationaux, qui génèrent 20 % des nuitées marchandes et sans ses grands événements sportifs.

Si le tourisme de proximité ne suffira pas à sauver la saison 2020, Jean-Jacques Foinet y voit une opportunité : « La Sarthe se prête bien à la distanciation : pas de plages bondées ni de sites de tourisme de masse. Les vacances à la campagne permettent une profusion d'activités, de la randonnée à la visite du patrimoine. Notre département a une carte à jouer. »

Marion DUGRENIER.

Vente directe

Depuis le début de la crise, elle a le vent en poupe.

Cela va-t-il durer ? À lire, en

dernière page, notre reportage à l'Amap du Panier de la Moine, à Cholet.

Le Millenium continue de faire danser ses fidèles clients

« Une chose est sûre, c'est qu'on n'a pas fini de danser. » Christelle Longuet, gérante du Millenium à Lisiex (Calvados), garde espoir. Et pour entretenir le contact avec ses fidèles clients, elle anime chaque jour la page Facebook de sa discothèque, fermée jusqu'à nouvel ordre comme les bars et les restaurants.

Tous les matins, « Toutouyoufou » propose un réveil musculaire déjanté animé par DJ Fou, un DJ de Montauban en direct chez lui. L'objectif : bouger et se détendre au son de la musique. « Je sors des lives avec l'impression d'avoir fait mon boulot, motivé et épanoui », sourit Sébastien Santovino, alias DJ Fou, heureux aussi que sa bonne humeur profite aux clubs où il a dû annuler déjà 100 dates. « On le connaît bien, alors on a voulu partager. Sous la vidéo, les gens discutent entre eux. Pour certains de nos clients, c'est devenu comme un rendez-vous », raconte Laurent, le DJ et directeur artistique du club lexovien.

« En temps normal, on fait venir des DJ invités au club pour des soirées. Depuis mi-mars, ils sont très présents, très réactifs sur les réseaux sociaux. Alors on leur a proposé d'être sur notre page également », précise Christelle Longuet.

Tout l'enjeu pour les gérants de la discothèque est de maintenir le lien.



Laurent, DJ au Millenium à Lisiex (Calvados).

1 PHOTO : D.R.

« On sait qu'on ne rouvrira pas tout de suite, alors on veut rester présents dans la vie de nos clients. C'est notre manière de ne pas baisser les bras », sourit Christelle.

Laurent, lui, a démarché des artistes pour offrir plus de contenu, de la soirée latino en passant par les années 1980. La page prend vie le soir, les week-ends. Il compte d'ailleurs aussi se prêter à l'exercice. « Des clients me l'ont demandé », s'amuse-t-il. Le club propose aussi des lives acoustiques d'artistes locaux, qui saluent l'initiative. « La scène nous manque », souligne Alex Cloutier, chanteur originaire de Caen qui fera un live mi-mai sur la page du

Millenium. Ça me permet, ainsi qu'à la boîte, de toucher un autre public, et puis de se changer les idées. »

Un peu délaissés ?

Car le monde de la nuit se sent un peu délaissé. « On parle beaucoup des restaurants, des bars, des cinémas, des théâtres, mais très peu de nous. Pourtant, on emploie beaucoup de gens », estime Laurent. « C'est vrai que les mesures sanitaires qui doivent s'appliquer ne vont pas avec l'activité, mais on réfléchit à comment s'adapter, on essaye de se projeter. On sera prêts », poursuit Christelle, optimiste.

Louise DELÉPINE.

Coiffer et protéger, la course contre la montre pour Rachel

« Le salon de coiffure fait bien 50 m² en surface d'accueil. » Rachel, dirigeante indépendante du salon de coiffure La Fleuriaye, dans la galerie commerciale du Super U, à Carquefou, et son conjoint et associé, Roland, mesurent et recalculent. Un siège sur deux sera condamné. Quatre clients en même temps. Pas davantage.

Un surplus Covid-19

Une norme sanitaire de cochée. Il faut s'attaquer aux autres. Comme passer commande de 500 masques auprès de l'Union des commerçants de Carquefou. « Ils sont juste bloqués à Roissy, alors je traque les masques, un par un, pour démarrer avec un peu de réserve lundi. » Il en faudra dix par jour pour l'équipe. Idem pour le gel hydroalcoolique. « Chez Metro, c'est un bidon de 5 litres par personne. C'est tout. » Et Rachel n'a pas encore trouvé les peignoirs jetables dédiés à sa clientèle. En attendant, il faudra laver chaque pièce après la prestation. Le salon de coiffure demandera un coup de pouce Covid-19 à sa clientèle : 10 % de plus sur le tarif durant la crise.

Pour les clients, les premières coupes n'auront pas la saveur des petits plaisirs du rendez-vous coiffeur : pas de café, pas de magazines et des consignes à respecter. L'introduction



Rachel dans son salon de coiffure, à Carquefou.

1 PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST-FRANCE

du potentiel virus doit être traquée au maximum. « Les clients sont invités à suivre un sens de circulation et à ne pas utiliser le vestiaire. Au besoin, ils pourront garder leurs effets personnels sous le peignoir. » Même la pause WC est proscrite. « C'est inimaginable le nombre de petits détails auxquels il faut penser. » Et Rachel de saluer le travail réalisé par son fournisseur. Bien avant la publication de la fiche métier, très attendue. : « Je suivais leur webconférence, tous les jours à 14 h, pour nous accompagner. » Le groupe d'échanges « Paroles de coiffeur » sur Facebook lui a également été d'un grand recours.

Samedi matin, ultime répétition avec l'équipe « Indispensable. Nous nous étions tous quittés du jour au lendemain. Nous devons lever les derniers doutes et comprendre comment cela allait se passer lundi. » Rachel a déjà sa semaine de rendez-vous bien chargée.

Autre grande leçon : « J'avais toujours repoussé un système informatisé de prise de rendez-vous. Cela va être ma priorité. Chaque jour, une cinquantaine de clients me laissait un message sur le répondeur. Je les ai rappelés, un par un. »

Élisabeth MONTAUFRAY-BUREAU.



Forains Ils menaient une opération escargot ce mercredi

Cinquante d'entre eux, venus de toute la Bretagne, manifestaient sur la voie express entre Quimper et Lorient. Ils s'estiment oubliés du déconfinement. [Page 15](#)

SERVICE PRO

LE TÉLÉGRAMME SUR-MESURE

Restons **PRO**ches !



CONNECTEUR BRETON



Le Télégramme

Jeudi 20 mai 2021 / www.letelegramme.fr / Tél. 09.69.36.05.29

Yannick, Alain et Roger y étaient à coups d'expresso, à la terrasse du 1880 café, ce mercredi 19 mai. Le Télégramme/Marie Jousseau



La réouverture des terrasses et des commerces était attendue

Ça y est, c'est fait, commerces dits non essentiels, lieux de culture et terrasses ont rouvert à Loudéac. Un moment attendu par les clients et les professionnels.

Marie Jousseau

On aurait presque pu oublier la sensation. Le petit café en terrasse, en milieu de matinée, « c'est le petit plaisir du matin, c'était important d'être là le jour de la réouverture », explique Alain. Avec Yannick et Roger, ce mercredi 19 mai, ils en étaient à la deuxième tournée de café, à la terrasse du 1880, à Loudéac. « Ça faisait partie des habitudes. Quand les cafés étaient fermés, on ne faisait que se croiser, juste se dire bonjour, là on peut consommer un peu, et se détendre. C'est vrai que ça manquait », abonde Yannick.

Le patron du café, Christophe Garlerne, a de la buée sur ses lunettes, à tourner et virer d'un bout à l'autre de la terrasse. « C'est un peu speed, j'avoue. On a commencé à huit heures pour être prêt vers dix heures, mais dès que la terrasse a été installée, les gens sont venus », raconte-t-il. « Dans la matinée, j'ai vu plus de monde que ce que je pensais. C'est cool de s'y remettre. Et puis le dispositif qu'on a mis en place est un peu le même que pour la Fête de la musique, ça fait festif », ajoute-t-il. Il a quand même fallu investir, notamment dans un barnum, pour se pro-

téger de la pluie.

Au restaurant la Bisquine, Pour Anna et Antoine, la terrasse, c'était le passage obligé de la journée. « En sachant que ça allait rouvrir, on savait qu'on irait soit le matin, soit le soir, soit les deux ! En tout cas, on voulait se poser une demi-heure », explique Anna.

Les clients au rendez-vous

Pour Antoine, qui travaille dans la restauration en région parisienne, et qui ne reprendra pas avant juin, forcément, c'était un moment particulier : « Rien que pour voir le monde, le bruit des verres, des couverts... Ça fait partie de la culture française. La réouverture, ça met un peu de baume au cœur, on a l'impression de retrouver un semblant de liberté. Ça relâche beaucoup de tension et de pression ».

Le patron du restaurant, Laurent Nicolas, considère la réouverture des

terrasses comme « une première marche vers une réouverture totale, qu'on attend avec impatience ». Et les clients aussi ? « Depuis lundi, les gens appellent, se renseignent. Le fait d'avoir une échéance aide à patienter ». C'était aussi le lever de rideau pour certains commerces, restés fermés six semaines. Comme le magasin Beauty Success. Le téléphone sonne, l'agenda se remplit, et il y a du monde dans les rayons. « On est un peu débordé, mais c'est ce qu'on attendait », sourit la gérante, Delphine Leutellier. « Il y plus de monde, il faut rattraper les cadeaux qu'on n'a pas pu faire, les crèmes qui sont arrivées au bout, les épilations, etc. » Du côté de la boutique de chaussures de Mary-Jo, « la clientèle a été au rendez-vous. Et pas que de Loudéac : ma première cliente était de Plérin. Avec Facebook et le click and collect, on a maintenu le lien, maintenant on

repart pour la saison. Notre stock est au top niveau, il était plus que temps d'ouvrir », assure-t-elle.

Du monde en salles obscures

Enfin, au cinéma Quai des images, les séances ont démarré dès 11 h. Et il y a eu du monde, 17 personnes sur deux séances. Ce qui rassure la directrice programmatrice, Isabelle Allo, c'est que « la jauge des 35 % va passer à 65 %, ça ne va pas durer longtemps. Et il y a une super programmation pour repartir, il y a en a pour tous les goûts : Drunk, Mandibules, ADN, Adieu les cons... On voit les gens arriver, c'est chouette ».

Devant le cinéma, justement, Claude et Dominique sont venues voir Adieu les cons. Elles n'auraient manqué la réouverture de « leur cinéma », pour rien au monde. « C'est essentiel pour nous ! Je tenais à être là. C'est important de les encourager, comme l'an dernier. »

Elles s’engagent pour la première fois, pourquoi ?

Hasard du calendrier (Journée des droits des femmes) ou volonté des quatre listes engagées pour les municipales de mettre des colistières en avant, la rédaction a rencontré... quatre femmes.

« La voix des nouveaux compte autant que les têtes de liste »

Trois questions à...

Nathalie Barnet, 43 ans, agente de planification aérienne, liste Morlaix ensemble (PS, PC, Génération-s)

Étiez-vous déjà engagée avant (politique, syndicat, milieu associatif, etc.) ?

J'ai été représentante du personnel, et membre d'une association de théâtre d'improvisation. Je suis plus souvent dehors que chez moi !

Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ?

Depuis le dernier mandat, je m'intéresse à la politique locale. Là, j'ai eu envie de m'engager. J'ai une collègue qui est sur la liste, elle m'a dit « viens nous voir ! », et je suis allée à une réu-

nion. Le programme m'a plu. Je suis investie dans le zéro déchet depuis quelques mois, le travail sur la transition écologique compte beaucoup pour moi. Si je m'engage, c'est pour ça.

Qu'en retirez-vous pour l'instant, et qu'en attendez-vous ?

Pour le moment, c'est beaucoup de stimulation, on a appris à se connaître. J'apprécie le respect les uns envers les autres : la voix des nouveaux compte autant que celle des têtes de liste. Je n'ai pour autant aucune envie de m'encarter. J'ai beaucoup d'espoir sur la transition écologique. C'est là qu'il faut taper haut, fort et tout de suite. Maintenant, il ne faut rien lâcher.



Arrivée il y a dix ans à Morlaix, la colistière s'investit pour l'écologie.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

« On écoute les idées, on échange sans jugement »

Trois questions à...

Fabienne Lairan, 48 ans, agente de service intérieur et couturière, liste Morlaix avec vous ! (LREM)

Étiez-vous déjà engagée avant (politique, syndicat, milieu associatif, etc.) ?

Oui ! J'ai quatre filles, j'ai été investie dans les associations de parents d'élèves, et puis dans un club de hand, de judo... Mes parents aussi étaient très investis dans le monde associatif. Je pense que la fibre vient de là !

Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ?

Si on n'était pas venu me chercher, je n'y serais pas allée de moi-même : au

départ, c'est surtout le mot « **politique** » qui fait peur. La première fois que je suis allée à une réunion, j'ai trouvé ça très intéressant, on écoutait les idées, on échangeait sans jugement. Au final, on se rend compte que ça se passe comme ailleurs !

Qu'en retirez-vous pour l'instant, et qu'en attendez-vous ?

Ça m'apporte du bonheur ! Aller à la rencontre des citoyens, des associations... C'est super de discuter avec les gens et de voir des problématiques auxquelles on n'avait pas pensé. Ce que j'espère, c'est rassembler les associations pour travailler en partenariat autour d'un grand projet. Il y en a plein qui peuvent avoir l'impression d'être en concurrence alors que pas du tout !



Fabienne Lairan s'est investie dans le milieu associatif auparavant.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

« C’est un collectif où une personne égale une voix »

Trois questions à...

Orégane Le Strat, 44 ans, professeure, liste Morlaix Alternative citoyenne (Divers gauche)

Étiez-vous déjà engagée avant (politique, syndicat, milieu associatif, etc.) ?

Oui, j'ai été engagée à la Confédération nationale du travail à Brest, et comme prof, j'ai toujours été dans le social. Jeune, j'ai aussi été punk et anarchiste, à 15 ans, je manifestais beaucoup !

Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ?

Parce que j'avais envie de croire encore en quelque chose, et aussi parce que je commençais à ne plus

entrevoir d'espoir dans les partis politiques : je ne retrouvais plus les valeurs humaines de la République. Je me suis engagée aussi parce que c'est un collectif où une personne égale une voix.

Qu'en retirez-vous pour l'instant, et qu'en attendez-vous ?

Être sur la liste, c'est un peu stressant, ça dépasse l'humain ! J'en retire beaucoup de joie. J'ai rencontré des gens avec les mêmes valeurs que moi. J'ai pris plaisir à rencontrer les gens et à les écouter. J'ai envie que les choses changent, et maintenant. Si on le veut vraiment, il faut y aller à fond. On dit « **c'est toujours comme ça que ça se passe** », mais non, on peut changer les choses, on se retrousse les manches et on y va.



Orégane Le Strat s'est engagée avec la liste MAC.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

« Je ne vois pas ça comme un engagement politique »

Trois questions à...

Camille Rivoalen, 26 ans, directrice d'une entreprise d'insertion, liste Vivons Morlaix ! (Divers droite)

Étiez-vous déjà engagée avant (politique, syndicat, milieu associatif, etc.) ?

Je suis depuis longtemps dans la vie associative : mes parents ont créé le club de boxe de Morlaix, j'ai été bénévole au tournoi de foot... Et aujourd'hui, je dirige une association d'insertion des travailleurs handicapés.

Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ?

Déjà parce qu'avant j'étais trop jeune pour le faire ! L'équipe m'a contactée, et j'ai pris beaucoup de temps avant

de répondre : je ne veux pas faire les choses à moitié. J'ai posé beaucoup de questions sur le projet avant de dire oui. Avoir une réflexion globale pour la ville de demain, ça me parle, le développement durable aussi. Je ne vois pas ça comme un engagement politique. Ce qui m'intéresse, c'est de participer à la construction du territoire, pas la politique partisane.

Qu'en retirez-vous pour l'instant, et qu'en attendez-vous ?

Être au cœur de la campagne, la faire vivre, c'est très intéressant. On apprend les uns des autres. C'est de plus en plus d'excitation à l'approche du scrutin aussi. Ce que j'en attends, c'est de construire un projet avec les Morlaisiens, pas pour un mandat, mais pour les 20, 30 années à venir.



Camille Rivoalen a toujours baigné dans le milieu associatif.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

Térénez, une plage sur l’île Kyûshu ?

Séduite par la ville et sa région, Sachiko Bénard s'est installée à Morlaix depuis deux ans.

Elle nous dévoile ses impressions de fille du Soleil levant.

Morlaix vu par...

Sachiko Bénard, enseignante en japonais.

Un lieu
Térénez
C'est *Ma* plage ! Lorsque je me promène le long de cette côte découpée, avec vue sur la baie de Morlaix, les îles et rochers à fleur d'eau, je suis chez moi. Je me retrouve sur le littoral du sud du Japon, vers Kumamoto, sur l'île Kyûshu, ma région de naissance.

Un événement
L'élan de solidarité lors des inondations
Logeant sur les hauteurs, nous n'avons pas subi directement les dernières inondations. C'est en descendant en ville que nous avons pris conscience de l'importance des dégâts et pu apprécier la formidable solidarité des habitants. Très rapidement, ils ont su rendre à la ville sa pro-



Sachiko Bénard vit depuis deux ans à Morlaix. Elle vient d'obtenir un diplôme d'enseignante de japonais et va proposer localement des séances d'initiation à cette langue.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

preté et sa beauté. J'ai connu le même élan dans mon pays, lors de catastrophes. Il existe de nombreux points communs entre les Bretons et les Japonais !

Un monument
La chapelle Notre-Dame-des-Anges
Je suis toujours émue lorsque je m'attarde devant cette chapelle et la stèle érigée en mémoire des enfants et adultes victimes de ce bombarde-

ment de janvier 43. L'histoire de mon pays me rend particulièrement sensible à ce drame.

Un rêve
Bashô en visite à Morlaix
Bashô, célèbre poète japonais de l'époque Edo, est contemporain de la période de construction de notre maison (1630-1650). Je rêve parfois d'une visite imaginaire de Bashô à Morlaix, à cette époque. Je le vois déambuler dans notre rue Longue et me demande comment il aurait traduit ses découvertes, ses sentiments en poésie traditionnelle haïku.

Un projet
Vers un jumelage avec le Japon ?
Il existe des sensibilités et des proximités entre ces extrêmes géographiques que sont la Bretagne et le Japon. Mon mari et moi aimerions créer dans le pays de Morlaix une association d'échange franco-japonais. Et pourquoi pas, à terme, envisager un jumelage ?

Un comité pour ceux qui veulent s’impliquer

La liste Vivons Morlaix ! propose la création d'un comité pour les citoyens qui veulent s'impliquer sans être des élus.

L'une des propositions de campagne de la liste Vivons Morlaix ! menée par Agnès Le Brun, est la création d'un comité des impliqués, qui part d'un constat des deux dernières mandatures : « **Il faudrait une instance intermédiaire entre le conseil municipal et la réunion publique** », indique la maire sortante.

« Nourrir la réflexion »

Concrètement, ce comité serait composé d'une vingtaine de personnes avec un mandat de six mois renouvelable une fois. L'idée est « **d'impliquer ceux qui le désirent pour réfléchir ensemble aux grands enjeux de la ville. Ce comité serait pour toutes les personnes qui ne souhaitent pas s'engager dans un mandat de six ans, mais qui ont des choses à dire pour nourrir la réflexion** ». Il s'agirait d'un organisme consultatif, pas décisionnel.

La candidature des membres serait validée par le conseil municipal, sans que les étiquettes politiques ne soient un frein. « **On veut de la représentativité dans le groupe. Ça peut être un commerçant, mais pas for-**



Le comité comprendrait une vingtaine de personnes.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

cément quelqu'un d'une association, ça peut aussi être un nouvel habitant, qui arrive avec des idées nouvelles et l'expérience de ce qui se fait ailleurs, etc. Ce qui compte, c'est la réflexion sur le fond, et d'avoir de multiples formes d'expertises », assure la candidate.

À l'animation, on retrouverait Estelle Nicolas, qui fait partie de l'équipe sortante. Si l'actuel premier adjoint Bernard Guilcher n'est pas sur la liste, il pourrait être le président honoraire du comité, « **pour transmettre ses 40 ans d'expérience** ».

Marie JOUSSEAUME.

À l’agenda de Morlaix

Annoncez gratuitement vos événements sur : www.infolocale.fr

Culture et idées
Atelier Santé à la MJC
Conférence santé. Thème de l'atelier : les plantes du foie. Il sera animé par une herboriste de l'association Cap Santé.
Vendredi 13 mars, 18 h, Maison des Jeunes et de la Culture, 7, place du Dossen. Tarifs : 14 €, réduit 7 €.
Inscription avant le 11 mars. Contact : 02 98 88 09 94, mjc.morlaix@wanadoo.fr

Vie quotidienne
Point numérique sous-préfecture
Les points numériques de la préfecture et des sous-préfectures de Brest et Morlaix seront fermés au public à compter de ce lundi 9 mars.

Adil (information logement)
Propriétaire ou loueur d'un logement, ayant un projet d'accession ou d'amélioration, un conseiller juriste informe gratuitement, sur rendez-vous de 9 h à 10 h et de 14 h à 16 h, sans rendez-vous, de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h.
Mardi 10 mars, 9 h à 12 h et 14 h à 18 h, communauté d'agglomération, Manufacture, 2 B voie d'accès au Port. Contact : 02 98 46 37 38.

Comité des chômeurs et solidaires du pays de Morlaix (MNCP29)
Assemblée générale. Tous les membres adhérents et sympathisants sont attendus ; les votes sont réservés aux personnes à jour de leurs cotisations.
Vendredi 13 mars, 18 h à 20 h, au siège du comité de chômeurs et solid., 3, place du Calvaire. Contact : 02 98 88 75 10, 06 19 82 40 03, mncp29@gmail.com

Cinéma

Morlaix – La Salamandre, rue Eugène-Pottier
Alice et le maire : 19 h.
Les Hirondelles de Kaboul : 17 h.
Plogoff, des pierres contre des fusils : 21 h.

Morlaix – Le Rialto, rue de l'Hospice
10 jours sans maman : 20 h 30.
De Gaulle : 18 h, 20 h 30.
En avant : 18 h.
L'appel de la forêt : 18 h.
Le cas Richard Jewell (VO) : 20 h 30.

Landerneau – Le Rohan, 55, rue de la Fontaine-Blanche
En avant : 20 h 45.
La fille au bracelet : 20 h 45.

Landivisiau – Les Studios, 3, avenue Foch
De Gaulle : 20 h 45.
Jojo Rabbit (VO) : 20 h 45.

Lesneven – Even, 18, rue d'Alsace-Lorraine
Parasite (VO) : 20 h 15.

Plouescat – Le Dauphin, 10, rue Foch
La fille au bracelet : 20 h 45.

Roscoff – Le Sainte-Barbe, 14 bis, rue Yan Dargent
De Gaulle : 20 h 45.

St-Pol-de-Léon – Le Majestic, place Michel-Colombe
La fille au bracelet : 20 h 45.

Morlaix en bref

Ce lundi, dernier jour de la foire expo à Langolvas

La foire expo ferme ses portes ce lundi, à 18 h, au parc des expositions de Langolvas. Près de deux cents professionnels de la gastronomie et de l'habitat sont réunis. Morlaix communauté et ses partenaires sont également présents pour donner des con-

seils gratuits sur la construction ou l'habitat.

Lundi 9 mars, de 10 h à 18 h à Langolvas. Tarif : 5 €, gratuit pour les moins de 16 ans accompagnés d'un adulte. Restauration sur place.

Ouest-France à votre service

Pour vous abonner et recevoir votre journal avant 7 h 30 : www.abonnement.ouest-france.fr ou 02 99 32 66 66.
Faire paraître une petite annonce : 0 820 000 010 (0,15 € TTC/min + prix d'un appel local) ou sur www.ouest-france.fr/annonces

Faire paraître un avis d'obsèques : 0 810 060 180 (0,06 €/min + prix d'un appel).
Faire paraître votre publicité : 02 99 26 45 45 (prix d'un appel).
Faire paraître une annonce légale : tél. 02 99 26 42 00 ; annonces.legales@medialex.fr



Le chiffre

20 En km/h, la vitesse maximale autorisée, à terme, rue des Promenades, qui devient zone de rencontre. Plus d'infos sur letelegramme.fr

Retrouvez l'essentiel de l'actu sportive

Inscrivez-vous aux newsletters du Télégramme

Service gratuit - www.letelegramme.fr/newsletters

Le Télégramme

09 69 36 05 29, n° lecteurs et abonnés (prix d'un appel local)

La rédaction de Saint-Brieuc

saint-brieuc@letelegramme.fr

36 rue Saint-Guillaume

@TelegStBrieuc

facebook.com/telegramme.saint-brieuc

Contactez-nous

Saint-Brieuc

Le dispositif antalgique par voie intrathécale peut être installé, rempli et suivi à l'hôpital Yves-Le Foll à Saint-Brieuc. Le Télégramme/Marie Jousseau



Un dispositif innovant pour traiter la douleur liée au cancer

L'unité douleur de l'hôpital Yves-Le Foll propose un traitement de la douleur liée au cancer de manière localisée, qui permet d'améliorer la qualité de vie des patients. Une première en Bretagne.

Marie Jousseau

« On sait que les patients ont besoin de médicaments contre la douleur cancéreuse. Mais ces médicaments ne permettent pas toujours de soulager la douleur, et causent des effets indésirables », pose Homauon Alipour, médecin responsable de l'unité douleur de l'hôpital Yves-Le Foll de Saint-Brieuc. C'est là que le traitement par voie intrathécale intervient.

Qu'est-ce que c'est ?

Concrètement, le dispositif se compose d'une pompe, placée sous la

peau à laquelle est relié un cathéter, un tuyau qui va jusqu'aux récepteurs de la douleur, dans le liquide céphalo-rachidien, dans la moelle épinière. La pompe est régulièrement remplie, toutes les une à trois semaines, en fonction des patients. Le remplissage du réservoir prend environ une demi-heure. En Bretagne, l'hôpital briochin est le premier à proposer la pose, le suivi et le remplissage de ce dispositif. Les médecins de Saint-Brieuc ont été formés au centre référent à Angers (Maine-et-Loire), et à La Roche-sur-Yon (Vendée).

Et ça change quoi, pour la douleur liée au cancer ?

Les traitements contre la douleur cancéreuse peuvent être administrés par voie orale ou par intraveineuse. « Une proportion faible arrive au niveau des récepteurs liés à la douleur, le reste se diffuse dans l'organisme, ce qui cause les effets indésirables : nausées, vertiges etc. », explique Sylvain Lecoer, médecin anesthésiste de l'unité. D'où l'intérêt du dispositif : « Les molécules sont directement sur la cible, au contact des récepteurs de la douleur, dans le liquide céphalo-

rachidien ». Ce qui permet logiquement d'améliorer la qualité de vie des patients en gagnant en efficacité du traitement, et de le diminuer : « On peut passer de 300 mg par voie orale à 1 mg via la pompe ».

Pour quels patients ?

Il y a des conditions, comme l'espérance de vie, mais « on regarde aussi si le niveau de la posologie est élevé, et si la douleur est localisée. Il faut que l'état général du patient ne soit pas trop altéré », indique Homauon Alipour. En effet, la pose du dispositif « n'est pas une implantation anodine, et nécessite une chirurgie sous anesthésie générale, avec une hospitalisation de cinq à sept jours, pour convertir et ajuster le traitement », rappelle Sylvain Lecoer. Pour bénéficier du traitement, les patients doivent être adressés par un médecin, généraliste ou spécialiste, à l'unité douleur. Le premier dispositif a été posé à Saint-Brieuc, il y a un an. Pour l'heure une dizaine de patients, costarmoricains, ou de Morlaix, Pontivy, sont suivis. « On pourrait atteindre une trentaine de poses par an », ajoute-t-il.

Yffiniac : trois personnes blessées dans un accident sur la RN 12

Ce vendredi vers 18 h 25, un accident impliquant sept véhicules s'est produit sur la RN12 à hauteur d'Yffiniac dans le sens Brest-Rennes. Trois personnes ont été blessées et trans-

portées par les pompiers au centre hospitalier de Saint-Brieuc. Le carambolage a provoqué un fort ralentissement le temps de l'intervention.

AESH : une intersyndicale appelle à manifester le 3 juin

« On nous prend pour les bouchetrous de l'Éducation nationale. C'est inacceptable », lâche Dominique Pinna, AESH (accompagnant d'élèves en situation de handicap) et représentante syndicale du Fncf-FO. Une phrase qui résume assez bien l'état d'esprit des AESH dans les Côtes-d'Armor. Ce vendredi 28 mai, les représentants de l'intersyndicale (CGT éducation, FSU, Fncf FP-FO et Sud éducation) ont annoncé l'organisation d'une manifestation le jeudi 3 juin, à 17 h, devant le siège de la direction départementale de l'Éducation nationale, à Trégueux.

Une centaine d'élèves sans accompagnant

Le 8 avril dernier, les AESH s'étaient

déjà rassemblés avec les mêmes revendications. Pour rappel, ils réclament un vrai statut dans la fonction publique, une augmentation des salaires, des formations, du recrutement et la suppression des PIAL (Pôle inclusif d'accompagnement localisé), un dispositif qui élargit notamment la zone de travail des AESH. Les représentants syndicaux ont rappelé quelques réalités sur le travail des AESH : la plupart font 24 heures par semaine pour un salaire net de 750 € par mois et une centaine d'élèves en situation de handicap ne seraient pas accompagnés dans les Côtes-d'Armor. « On nous parle d'école inclusive, mais sans moyens, ce n'est pas possible », conclut Stéphane Chiarelli, de la FSU.



Stéphane Chiarelli (FSU), Stéphane Mottier et Dominique Pinna (Fncf FP-FO), Stéphane Rabiniaux (CGT éducation), Yann Boishardy et Claire Dillys (Sud éducation) appellent tous à manifester pour les AESH le jeudi 3 juin. Le Télégramme/Lionel Samson

Et aussi

La Cité des métiers de Ploufragan organise un forum de la formation le samedi 5 juin

La Cité des métiers de Ploufragan lance un nouveau rendez-vous : le Forum de la formation, qui se déroulera le samedi 5 juin, de 9 h à 13 h. Au programme, des démonstrations « métiers », animées par des centres de formation, sur de nombreuses thématiques : commerce, propreté, automobile, hôtellerie-restauration... Un espace, animé par la région Bretagne, permettra de s'informer sur les perspectives d'emploi et d'évolution professionnelle, avec la possibilité de rencontrer un conseiller. Les participants pourront trouver une réponse adaptée à leur situation grâce à la présence de professionnels issus de réseaux différents. Cet espace commun et partagé réunit des réseaux tels que Pôle emploi, Cap emploi, la Mission locale, Groupement évolution Bretagne, l'Espace initiatives emploi, l'ADII, la Cité des métiers. Contact : 06 96 76 51 51.

Baliseur : « On voit tout de suite ce qu’il faut faire »

Les bouées, les phares, les perches... Tout ce qui permet aux plaisanciers de la baie de Morlaix de naviguer sans danger, ce sont les marins du *Charles Cornic* qui s’en occupent. Pour l’instant.

Ce jour-là, c’était une perche au niveau de la Penzé en face de Carantec qui signale un danger immédiat qu’ils devaient remplacer. « **Généralement, on remet en état, mais là, c’était trop pourri** », explique Bruno Avril, capitaine du *Charles Cornic*, baliseur de la baie de Morlaix. Le navire chargé de l’entretien des phares et balises est d’ailleurs basé dans le port de la cité du viaduc.

Aller vite et bien faire

Pour autant, le bateau est parti au petit matin du port de Roscoff, « **parce que la marée ne correspondait pas** ». Le créneau pour sceller la nouvelle perche de 10 m est à mi-marée, lorsque le support en béton, la virole, est encore accessible. « **À terre, ce serait vite fait, en mer, c’est différent. La météo nous permet de sortir ou non. Il ne faut pas qu’il y ait du clapot ou de la houle non plus : la perche va être mise en place par la grue dans la virole, il y a toujours un risque d’écrasement de doigt ou de chute à l’eau. Il faut aller vite, et bien faire** », expose le maître d’équipage, Luc Michel. Au total, ils entretiennent 180 Établissements de signalisation maritime (ESM) : bouées, tourelles, perches, etc.

À bord pour cette installation, ils sont six. Avec le Plan national d’optimisation et de renouvellement de la flotte de l’armement des phares et balises, le *Charles Cornic* pourrait être remplacé par un seul navire, plus grand, et surtout, basé à Brest. « **C’est impossible d’entretenir la baie de Morlaix de la même manière avec un navire plus grand. Et puis on voit tout de suite ce qu’il faut faire et ce qui est urgent, comme on est toujours là, soulève le maître d’équipage. Il y a quatre stations SNSM dans notre secteur. C’est bien qu’il y a de la dangerosité !** »

Pour cette opération, le baliseur s’amarré à la virole et à la bouée provi-



Les pièces de la perche sont assemblées sur le pont.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

soire qui a été mise en place pour signaler le danger. Avec le canot du baliseur, « **plus facile à manœuvrer pour emmener les gars sur l’ouvrage** », le maître d’équipage et deux ouvriers des parcs et ateliers de Brest vont pouvoir guider la perche, soulevée par la grue depuis le bateau. « **Il faut d’abord vider l’eau de mer, ensuite s’assurer que la perche est droite et enfin couler le béton.** »

Une fois la perche installée, la bouée provisoire est remontée avec le cabestan sur le pont du baliseur. Et sur le chemin sur retour vers le port

de Roscoff, les marins examinent les tourelles aux jumelles. « **Si la pierre est entretenue, il n’y a pas de problèmes, sinon, ça s’écroule et c’est remplacé par du béton. Là, il y a des joints à refaire** », indique l’un des marins. Ce sera pour la prochaine sortie.

« Pas forcément parti avec le bateau »

Si le *Charles Cornic* quitte la baie de Morlaix, l’équipage devrait lui aussi changer de port d’attache. « **Je ne partirais pas forcément avec le**

bateau, indique Olivier Troussel, ouvrier polyvalent et remplaçant mécanicien. **Je suis né ici et j’ai toujours navigué ici. Pour la vie de famille, ça implique du changement, ce n’est plus la même activité. Ce n’est pas l’argent que je recherche, mais la qualité de vie.** » Il est également patron de la SNSM de Plougasnou. « **Si je ne suis plus là la plupart du temps, ça n’a plus d’intérêt.** »

Marie JOUSSEAUME.

Passer à un navire habitable, armé toute l’année

Sur le papier, l’idée est simple. Le Plan national d’optimisation et de renouvellement de la flotte de l’armement des phares et balises prévoit de regrouper l’activité de certains navires chargés de l’entretien des phares et balises. Ce qui concernerait deux baliseurs : l’un basé à Brest, l’autre à Morlaix. Sur ce secteur, il n’y aurait plus qu’un seul navire chargé de l’entretien des phares, bouées et balises d’un port à l’autre. Ce qui suscite, bien sûr, l’inquiétude de l’équipage actuel du *Charles Cornic*, comme des élus.

Un navire plus grand

« **Le but est de passer à un seul navire, habitable et armé toute l’année, ce qui n’est pas le cas du Charles Cornic. Ce navire interviendrait à Brest et à Morlaix, avec une planification annuelle** », explique Antoine Matthys, directeur du service de l’Armement des phares et balises de Quimper. « **On a le retour d’expérience d’un baliseur de ce type à Lorient.** » Objectif : être plus performant et faire des économies. Car le nouveau navire serait habitable, et permettrait donc à l’équipage de partir à la semaine, et de pouvoir faire « **un travail de campagne, sans retour systématique à la base** ». Le tout avec « **une meilleure capacité de travail sur le pont, et une meilleure tenue à la mer pour un navire plus rapide** ».

Oui, mais la taille du navire change. Le *Charles Cornic* fait 17 m de long. Le nouveau en ferait dix de plus. Pour-



Le « Charles Cornic » pourrait ne plus être basé en baie de Morlaix, ici amarré à Roscoff.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

rait-il accéder à tous les recoins de la baie de Morlaix ? « **Pour les quelques zones où la taille ne serait pas adaptée, une annexe est prévue.** » Et les emplois concernés sur les deux baliseurs ? On passerait effectivement de 9,5 postes à 8. « **Il n’y aura pas de licenciement,** assure le directeur. **La fermeture de poste se fera avec des départs à la retraite, ou des mesures d’accompagnement. Si on augmente la période d’armement, il faut aussi avoir plus de marins.** »

Quant à la gestion des incidents, il rappelle que « **dans tous les cas, que l’intervention soit réalisée dans les deux heures ou dans les deux jours, un avis d’urgence est toujours diffusé aux usagers** ». Pour autant, rien n’est encore définitif, le projet est en cours d’analyse, tout comme la rédaction d’un cahier des charges. Au plus tôt, l’entretien du balisage de la baie de Morlaix changerait en 2022.

M.J.

17 m

C’est la taille de l’actuel baliseur en aluminium de la baie de Morlaix, le *Charles Cornic*, qui fait 6,46 m de largeur pour 1,25 m de tirant d’eau en charge et un moteur de 255 ch. Ce dernier, qui porte le nom d’un corsaire morlaisien, est sorti des chantiers Delavergne, à Avrillé, en Vendée. Il avait été mis à l’eau à l’été 2004.

Morlaix en bref

L’Hôtel de Carantec gagne son étoile

Page 8

L’intersyndicale appelle à la mobilisation mercredi



Un rassemblement est prévu mercredi 29 janvier.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

La mobilisation se poursuit à Morlaix contre la réforme des retraites. L’intersyndicale morlaisienne (CGT, FSU, Solidaires, FO) appelle au rassemble-

ment mercredi 29 janvier, à partir de 11 h, place des Otages. Près de 850 manifestants étaient présents vendredi dernier.

Une histoire d’amitié avec *La mécanique du hasard*



« La mécanique du hasard » par le Théâtre du Phare.

| PHOTO : CHRISTOPHE RAYNAUD

Le nouveau projet d’Olivier Letellier (Théâtre du Phare) embarque le public au beau milieu du désert texan pour y suivre Stanley Yelnats, un ado, en camp de redressement et qui creuse des trous au fond d’un lac asséché. Ça commence comme un western, mais bientôt ce sont des histoires familiales qu’il déterre. Adapté du roman américain *Holes*, de Louis Sachar, la pièce, *La mécanique du*

hasard questionne les notions d’héritage et de libre arbitre.

Une puissante histoire d’amitié entre ados sur fond de légende héréditaire, des histoires parallèles, à un siècle d’intervalle, présentée par Fiona Chauvin et Guillaume Fafiotte.

Jeudi 30 janvier, à 19 h 30, au théâtre. Tarifs de 5 à 15 €.

La députée Sandrine Le Feur rencontre les policiers

En septembre dernier, dix agents supplémentaires avaient été affectés à Morlaix.

Un réel besoin, d’après la députée de la majorité.

Les effectifs du commissariat de Morlaix ont augmenté en septembre dernier : dix agents supplémentaires sont venus grossir les rangs des policiers. Deux ont été affectés à l’investigation, huit sont venus renforcer la brigade. On compte désormais 59 agents morlaisiens. Un nombre qui n’avait pas bougé depuis 2018.

Un commissariat dynamique

La députée LREM du Finistère Sandrine Le Feur est venue à la rencontre des agents hier. « **C’est un commissariat dynamique. Il y avait vraiment besoin de ces personnes-là, que ce soit pour les interpellations ou les affaires liées aux stupéfiants. De plus, on le voit, il y a un très bon encadrement des manifestations, sans débordement** », a-t-elle souligné.

L’augmentation des effectifs permet surtout de dégager du temps. Les agents bénéficient d’un week-

end sur deux, contre un week-end sur quatre auparavant, « **ce qui n’est pas négligeable pour la qualité de vie** », énonce la députée. « **Cela permet d’avoir des véhicules de police secours renforcée, et d’être plus à l’aise pour intervenir. Le roulement des effectifs sur 24 heures est aussi plus facile** », confirme le commandant de police Patrice Kerbrat.

De huit à douze heures de travail

Côté horaires de travail, une expérimentation va bientôt être mise en place au commissariat. Les plages de travail passeraient de huit à douze heures consécutives. Ce qui n’a pas manqué de susciter l’inquiétude des agents. Pour autant, la députée se veut rassurante. « **Les inquiétudes sont compréhensibles. Mais là où ça a été mis en place, à force de pratique, cela fonctionne.** »

M.J.



Le commandant de police Patrice Kerbrat, et la députée Sandrine Le Feur, venue rencontrer les agents du commissariat de Morlaix.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

Cinéma

Landerneau – Le Rohan, 55, rue de la Fontaine-Blanche
Gloria mundi : 20 h 45.
Une belle équipe : 20 h 45.

Landivisiau – Les Studios, 3, avenue Foch
1917: 20 h 45.
Les vétos : 20 h 45.

Carnet

Décès
Marie Quéménéur veuve Roignant, 84 ans, Roscoff ; Jacqueline Tascon,

83 ans, Plougasnou ; Stéphane Guy-omard, 50 ans, façadier, Roscoff.

À l’agenda de Morlaix

Annoncez gratuitement vos événements sur : www.infolocale.fr

Culture et idées

Université du temps libre du Pays de Morlaix
Conférence sciences. Conférence « Le microbiote : une révolution dans la médecine » par Geneviève Héry-Arnaud, bactériologiste, CHU-Brest. Entrée sur présentation de la carte UTL 2019-2020 dans la limite des places disponibles.
Jeudi 30 janvier, 14 h, Langolvas, parc des expositions.

Vie quotidienne

Café citoyen « Morlaix avec vous »



Réunion, débat, rencontre. Échange, autour d’un café sur votre quartier, sur Morlaix et l’avenir que vous souhaitez pour votre ville.
Jeudi 30 janvier, 18 h 30, Brasserie Bleizi Du, 7 bis, rampe Saint-Nicolas. Gratuit.
Contact : equipe@morlaixavecvous.fr, <https://morlaixavecvous.fr>

Bretagne

JT : votre rendez avec l'actu

Reportages, tour d'horizon et décryptage de l'actualité régionale : rendez-vous avec votre JT breton, tous les jours à 18 h 45, du lundi au vendredi, sur Tébéo et TébéSud. Rediffusions à 19 h 45, 21 h 45 et 23 h 25.

Nos rubriques élections

Infos pratiques, portraits, interviews, actualité... Retrouvez nos rubriques élections départementales et élections régionales sur letelegramme.fr

Les élèves rebondissent sur l'exposé présenté pour poser leurs questions et étoffer le sujet. Photo M. J.



La classe coopérative fait le bonheur des collégiens

Depuis 2019, le collège de la Grande Métairie de Ploufragan (22) expérimente une classe coopérative. Dans ce dispositif, l'élève est mis au cœur de l'apprentissage, et l'enseignant accompagne.



Marie Jousseume

● Au premier coup d'œil, difficile de faire la différence entre une classe « normale » et une classe coopérative, comme l'expérimente le collège de la Grande Métairie, à Ploufragan, depuis 2019. En fait, c'est peut-être la prise de parole des élèves, très fréquente, qui est la plus notable.

À commencer par l'organisation de la vie de la classe, vue en conseil des élèves chaque semaine, pendant une heure. Gérer les absences, la propreté de la salle mais aussi les séances à venir : ce sont eux qui organisent.

En cours de SVT, entre les exposés, les questions et les réponses, là encore, les élèves échangent beau-

coup, entre eux, et avec leur professeur.

Partir de l'envie des élèves

Avec ce mode de fonctionnement, « le professeur est là pour accompagner ». C'est le principe de l'expérimentation, « sur une inspiration de la méthode Freinet, dans le système scolaire classique », explique la coordinatrice et enseignante en SVT, Céline Lemesle. « L'idée est de remettre l'enfant au centre de l'apprentissage. D'habitude, l'enseignant arrive avec son idée : « Aujourd'hui, on parle de ça ». Là, on part de l'envie de partager de l'élève, ce qui permet de créer du plaisir et du lien entre eux. En les faisant participer, on développe aussi l'envie de mémoriser ».

Beaucoup d'organisation

Le tout dans le cadre du programme scolaire classique. Ce qui demande, au départ, beaucoup d'organisation, avec les élèves mais aussi avec l'équipe enseignante. « Il faut que le chef d'éta-

blissement et l'équipe enseignante s'approprient le projet », confirme Nicolas Go, enseignant chercheur en sciences de l'éducation à l'université Rennes 2, qui suit le projet. « On commence par une classe de sixième et la section coopérative se construit d'année

« D'habitude, l'enseignant arrive avec son idée. Là, on part de l'envie de partager de l'élève, ce qui permet de créer du plaisir et du lien entre eux ».

en année. Dans l'enseignement secondaire en Bretagne, il existe une section coopérative au lycée Bréquigny, à Rennes ».

Ce jour-là en classe, Inès et Ilhoé, en cinquième « coop », ont présenté leurs recherches sur la

baleine. À la fin de leur présentation, des questions viennent naturellement : « Est-ce qu'elles ont toutes le même cri ? La même longévité ? » Autant de sujets à approfondir par la suite, pour les élèves. Mais d'abord, ils répondent à un questionnaire à choix multiples pour valider les connaissances apprises.

Pas de notes, mais des compétences évaluées

Une grille d'autoévaluation sur la posture, la voix, le fait de lire ses notes, est ensuite soumise aux deux élèves, puis au reste de la classe. « On n'a pas de notes, mais des compétences. C'est positif, on travaille avec les autres », expliquent Zélia, Aela et Aaron. « Ce n'est pas décourageant et on n'a pas peur de présenter quelque chose devant la classe, c'est donnant-donnant », ajoutent-ils. « Je trouve que c'est mieux quand ce sont les autres qui parlent. L'exposé sur la baleine, j'ai tout retenu », assure l'un d'eux.

En bref

Quand le 1 000^e bébé de l'hôpital de Landerneau retrouve le 999^e et le 1 005^e



Le Télégramme / Rémy Quémener

Né le 12 février 1971 et alors 1 000^e bébé de l'hôpital de Landerneau (29), Jean-Luc Le Roux s'était fixé un objectif pour ses 50 ans : retrouver ses petits voisins de chambre de l'époque. Les retrouvailles ont eu lieu, samedi, avec Lionel Paofai, le « 999^e bébé », lui aussi né le 12 février 1971 - « à 6 h, cinq heures trop tôt », sourit-il - et Gaëlle Kerangoff, de son nom de jeune fille, née le 24 février 1971, « le 1 005^e bébé ». Dans sa Une du 19 février 1971, Le Télégramme avait mis en avant la naissance « d'un petit Forestois, 1 000^e naissance de la maternité ». Une Une qui ressort de temps en temps dans la famille et qui a sans doute suscité une vocation : le « petit » Jean-Luc est devenu... journaliste au Télégramme ! Si d'autres témoins de l'époque souhaitent contacter Jean-Luc Le Roux, courriel : Jllr22300@gmail.com.

Les trois prix du festival Livre & Mer 2020



Photo Olivier Desveaux

Emportée par la covid, la 36^e édition du festival Livre & Mer, à Concarneau (29), n'avait pu se tenir, l'an dernier. Mais le palmarès 2020 vient donc tout juste d'être dévoilé. Le prix Henri-Queffelec a été attribué à Michel Moutot, pour son roman « L'America » (Le Seuil). Le prix du Beau livre maritime a été décerné au photographe brestois Ewan Lebourdais, pour « Silver Series » (Editions Des Images à l'West), véritable florilège de son œuvre en noir et blanc. Dans cette catégorie, le jury a, en outre, décerné une mention spéciale à Denis-Michel Boëll, pour « Les Peintres officiels de la Marine » (Locus Solus), qui réunit les 43 POM en activité. Les trois auteurs seront présents à Concarneau, les 28 et 29 août, pour une remise des prix et diverses rencontres. Le festival 2021 est programmé du 11 au 14 novembre.

De la course au large au féminin en baie de Morlaix

Neuf jeunes femmes participent au Challenge Bretagne CMB Océane, qui vise à détecter les futurs talents de la course au large. Trois d’entre elles sont originaires de la baie de Morlaix.

La baie de Morlaix, pépinière de talents de la course au large au féminin ? Ça se pourrait bien. La deuxième phase d’évaluation du Challenge Bretagne CMB Océane, dispositif de détection des futurs talents féminins de la course au large, se déroule jusqu’au 6 décembre.

Pour la phase finale du 9 au 13 décembre, elles seront trois. La gagnante disputera le championnat de France de course au large en Figaro 3 et intégrera le Pôle Finistère course au large.

Sur les neuf candidates retenues dans toute la France, trois sont de la baie de Morlaix. Élodie Bonafous (24 ans) et Amélie Riou (27 ans) sont licenciées à l’École de voile de Locquirec et Charlotte Yven (23 ans) à la Société des régates de Térénez. Optimist, dériveur, catamaran...

Peu importe le parcours, elles se frottent à présent à la course au large.



Elodie Bonafous est licenciée à l'école de voile de Locquirec. | PHOTO : OUEST-FRANCE



Charlotte Yven, de la Société des régates de Térénez. | PHOTO : DR



Amélie Riou évolue en Diam 24 sur un trimaran la Boulangère. | PHOTO : DR

de échelle : j’avais sérieusement besoin de mettre le nez dans les cahiers !

Qu’est-ce que ça représente pour vous, ce Challenge ?

E.B : C’est l’opportunité rêvée de pouvoir courir sur l’un des meilleurs circuits de course au large en solitaire. Naviguer au sien du pôle de Port-la-Forêt, c’est le Graal...

C.Y : C’est la voie royale pour entrer dans le circuit Figaro.

A. R : Ce challenge, c’est une aubaine pour découvrir quelque chose de nouveau. J’ai posté ma candidature sans trop y croire : l’olympisme, d’où je viens, et la course au large, ce sont deux mondes radicalement différents.

C’est important de représenter la baie de Morlaix ?

E.B : Je suis très attachée au fait de

rester ici, dans mon club. Ce sont des gens qui me suivent depuis que je suis toute petite, qui savent qui je suis et ce que je fais, et mine de rien, qui sont toujours derrière moi. On est trois filles du coin à être sélectionnées, j’espère qu’il y en aura une d’entre nous qui portera les couleurs de la baie à Port-la-Forêt.

C.Y : La baie de Morlaix, c’est un bon vivier de course au large : Jérémie Beyou, Armel Le Cléac’h... Ils viennent d’ici ! Je suis attachée à cet endroit : c’est là où j’ai appris à naviguer.

A.R : Ça prouve aussi la rigueur qu’on a pu avoir dans nos projets, on a été assez exigeantes avec nous-mêmes pour en être là aujourd’hui. Je n’ai jamais changé de club, même si je pouvais le faire.

On parle beaucoup de la féminisation de la voile, notamment avec

l’inscription de six femmes au Vendée Globe. Effet de communication ou vrai phénomène ?

E.B : Ce qui est en train de tout changer, c’est que la course au large pourrait être aux JO 2024 en mixte. Il y a peu de femmes qui font de la course au large en France, et on se rend compte qu’il y a besoin d’ouvrir les portes, pour avoir une relève derrière.

C.Y : C’est vrai qu’il y a de plus en plus de femmes dans la voile. Un challenge comme ça va peut-être donner envie à d’autres de se lancer.

A.R : C’est un vrai phénomène. J’ai la chance de pouvoir vivre de mon sport. Il y a dix ans, ce n’était pas possible. Aujourd’hui, c’est de plus en plus répandu, mais il faut faire sa place. Je pense qu’il y a une vraie prise de conscience générale.

Marie JOUSSEAUME.

Grand froid : le plan routier est prêt

Le plan hivernal routier prévoit 33 agents d’astreinte pour assurer la bonne circulation des 3 503 km de routes départementales.



Bernard Quelivéré, vice-président du pays de Brest, délégué aux routes, devant le stock de sel en attente du centre d’exploitation de Kergaradec. | PHOTO : OUEST-FRANCE

30 saleuses, 2 000 t de sel

Comme chaque année à la même saison, le dispositif routier pour affronter les frimas est opérationnel. Mis en place par le Conseil départemental, il vise à rétablir de bonnes conditions de circulation en cas de verglas ou de neige pendant les mois « à risque ».

Cette organisation est basée sur la surveillance continue des conditions météorologiques et des risques qui peuvent se présenter avec huit stations réparties dans le département.

« Nos agents partent sur le terrain pour 4 h du matin et déclenchent l’arrivée des patrouilles si nécessaire », explique André Bosser, chef du service d’exploitation des routes.

Chaque centre possède sa saleuse avec rabot utilisables en cas de neige et stock de sel en cas de verglas. Toit doit être fait en 2 h pour rétablir une circulation la plus proche de la normale avant le pic du matin. »

Le Finistère n’est pas homogène dans son climat et onze zones ont été

déterminées. Avec certains points « chauds » à surveiller plus particulièrement. **« Le pont métallique de Cornouaille, Roc’h Trédudon ou les fonds de vallée comme Tariec par exemple »,** explique Bernard Quelivéré, vice-président du pays de Brest, délégué aux routes. Sur les 3 503 km de routes départementales à prendre en charge, 1 363 km sont dites « prioritaires » car elles desservent des axes stratégiques. Liaisons vers les voies express, desserte des hôpitaux, aéroports ou gares...

Inforoute 29

Les informations relatives à la situation météorologique et aux risques potentiels de circulation sont consultables via le site Inforoute 29 mis en place par le Conseil départemental.

Tout le monde peut s’y abonner et recevoir des alertes par mail ou SMS. Le site fournit également des informations sur la localisation de travaux, manifestations ou accidents.

Kermoyan : un trafic de drogue difficile à prouver

Le trafic de drogue qui émaille ce quartier quimpérois n’est pas facile à démontrer. Nouvel exemple : faute de preuves, un jeune écope de six mois avec sursis. Six mois ferme avaient été requis.

Justice

Les efforts du parquet de Quimper se multiplient pour tenter d’enrayer le trafic de drogues à Kermoyan, un quartier sensible. Mais les dossiers manquent parfois de preuves, comme ce fut de nouveau le cas, hier, en comparution immédiate. Un jeune de 18 ans et trois mois était poursuivi pour consommation et trafic de shit.

Sous le coude des magistrats, une vidéo enregistrée par les policiers avec une caméra installée par la municipalité et l’audition d’une cliente du jeune, interpellée avec une barrette de 3,30 g. Sur la vidéo, une vue du parking derrière le centre commercial des Quatre-Vents. On y voit le prévenu, entouré de plusieurs autres jeunes hommes, rencontrer furtivement d’autres personnes qui repartent aussitôt.

« Il nie l’évidence »

Des mains sortent et rentrent des sachets et billets dans des poches, sans que l’on parvienne clairement à voir le jeune poursuivi vendre de la drogue.

Les policiers qui ont passé trois heures sur place à observer ont relevé **« une dizaine de transactions »** commente le président, Christophe

Lepetitcorps. La cliente interpellée, connue des forces de l’ordre et de la justice, expliquera lui acheter alternativement à lui (trois ou quatre fois) et à un autre jeune du quartier. Devant le tribunal, il nie farouchement. La seule chose qu’il reconnaît, c’est qu’il trafiquait étant mineur pour payer sa consommation. Un juge pour enfants a été saisi.

Pour le début de sa majorité, le parquet l’a poursuivi du 5 août au 5 novembre. **« J’espérais une prise de conscience, mais il nie l’évidence »**, note la procureure, Marie-Noëlle Collobert. Elle requiert 6 mois ferme avec bracelet électronique.

Pour Me Laëtitia Debuyser, l’avocate de la défense, **« la vidéo prête à sourire : on ne le voit à aucun moment revendre des stup ». Pour le reste, il n’y a aucun élément contre lui »**. Elle plaide la relaxe. Le tribunal l’accorde au prévenu pour l’usage et l’ensemble de la période, sauf pour le trafic du 5 novembre.

Il est condamné à 6 mois avec sursis et mise à l’épreuve de 2 ans, obligation de suivre une scolarité, interdiction de paraître au centre commercial de Kermoyan et ses abords immédiats.

Pierre FONTANIER.

Des petits plats gourmands pour ravir votre tablee !

En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Choisir ses métiers de demain !

En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Festidreuz

Le Festidreuz qui aura lieu les 3 et 4 juillet à Fouesnant vient d’annoncer trois nouveaux noms : Le DJ Feder, le groupe 47 TER et The Celtic Social club. Le Festidreuz a déjà annoncé la venue de Yannick Noah fin octobre. La billetterie en ligne sera ouverte à partir du 7 décembre.

Tronçonneuse thermique 120 MARK II

- 38 cm³
- 1,4 kW
- Guide 35 cm
- 4,8 kg

179€ TTC

4 ans GARANTIE

BRIEC - PLOUDANIEL - PLOUGUIN - QUIMPER ST POL DE LÉON / LE FAOUËT (56)

02 57 52 05 35

*Garantie 4 ans pour l'achat d'une tronçonneuse 120 MARK II et d'un bidon XP POWER 5L par an. Offre réservée aux particuliers, jusqu'au 31 décembre 2019. Voir conditions en magasin.

Retrouvez l'ensemble de nos offres automne - hiver sur

En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

En vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Hemarina se relance dans la lutte contre le Covid-19

Après la suspension de leur essai clinique début avril, le Finistérien Franck Zal et son équipe reprennent leur bataille contre le Covid-19 avec leur hémoglobine issue d'un ver marin.

Le 8 avril, l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) suspendait en urgence un essai clinique sur la molécule aux propriétés d'oxygénation de la société finistérienne Hemarina. Ce transporteur d'oxygène universel, découvert par Franck Zal, devait être testé sur une dizaine de patients de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), promoteur de l'essai.

« Nous avons eu connaissance d'une étude antérieure ne figurant pas dans le dossier soumis par l'AP-HP, explique la porte-parole de l'autorité sanitaire. Il nous fallait donc absolument suspendre l'inclusion de patients, le temps de réanalyser le dossier. »

Mais face à ce contretemps, l'AP-HP décide de se retirer totalement. Un coup de massue pour Franck Zal, le directeur d'Hemarina : « J'ai pris un coup sur la tête quand j'ai reçu ce message. Ça a été très violent. Ce n'est pas moi qu'on essaye d'atteindre, c'est peut-être l'image qu'on a de moi. Et comme on avance, ça doit peut-être créer des problèmes quelque part. »

« Un acte malveillant »

Car l'entrepreneur breton met en cause « une lettre anonyme envoyée à l'ANSM, à propos d'une étude sur des porcs datant de 2011 ». L'autorité sanitaire ne nous a pas confirmé cette information mais affirme, de son côté, que l'étude en question « est déjà en cours d'évaluation afin de gagner du temps lorsqu'un nouveau promoteur déposera un dossier ».

Pour Franck Zal, cette étude n'a aucun rapport avec les essais cliniques envisagés : « Je prends l'image de la pomme : avec une pomme, on peut faire du cidre ou de la compote. Si vous voulez faire du cidre, je ne vous donne pas la recette de la compote ! »

Selon le chercheur, l'essai de 2011



Franck Zal, fondateur de la société Hemarina.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

dont les résultats sont parvenus à l'ANSM, portait sur le choc hémorragique léthal. « Les résultats étaient neutres : ni bénéfices ni absence de bénéfice. » Pour lui, tout s'arrête « à cause d'un acte malveillant alors qu'on en était déjà à 14 000 morts ».

Les recherches avancent

Mais passé le choc, il reste combatif. « J'ai pris du recul. De toute façon, je ne lâche pas, je connais mon produit, je continue à avancer. Je me suis remis en ordre de bataille. Quoi qu'il arrive, ça se fera, je suis optimiste. » D'autant que s'il s'est lancé dans cette voie, c'est sur la sollicitation de médecins, au début du confinement.

Le fait de devoir déposer un nou-

veau protocole d'essai est aussi l'occasion d'engranger plus de connaissances. « Cela demande du travail, car on apprend tous les jours sur la maladie. On découvre ce qui se joue vraiment autour de l'oxygénation. C'est comme une enquête policière : on commence à voir comment fonctionne le virus, où il va, etc. »

De la même manière, les chercheurs en apprennent plus sur le fonctionnement de leur molécule face au coronavirus. « Il faut trouver le meilleur endroit où la placer en fonction de ses propriétés. » Franck Zal plaide toujours plus pour sa molécule, dont les fortes capacités de transport d'oxygène et les propriétés antioxydantes « pourraient être uti-

les, vu les dernières données récoltées sur la maladie ».

Il y aura donc bien un nouveau protocole d'essai déposé à l'ANSM, avec une nouvelle sollicitation du Comité de protection des personnes. « On a juste perdu un mois et demi, et à présent 21 000 personnes sont mortes », déplore-t-il.

Mais quelle structure hospitalière en sera le promoteur ? Franck Zal reste évasif. Évidemment, le retrait de l'AP-HP a un goût amer. « Quoi qu'il arrive, on est dans la cible. Autant bien écrire le protocole, que tout le monde soit d'accord. » Patience et optimisme...

Marie JOUSSEAUME
et Stéphane GALLOIS.

Shom : un film en attendant les 300 ans

Le service hydrographique national fête ses 300 ans le 19 novembre, avec plusieurs événements prévus et un film déjà disponible.

L'événement

Les fêtes de vieux gréements (Brest 2020) ou les Vieilles Charrues (tout de même l'un des plus gros festivals de musique de l'Hexagone, dont la 29^e édition, à Carhaix, a été sagement reportée d'un an) ne sont pas les seules bousculées par la crise sanitaire du coronavirus.

Cette année, le Service hydrographique et océanographique de la Marine, le fameux Shom des cartes marines, avait prévu un calendrier d'événements pour célébrer l'anniversaire de sa création. Il y a 300 ans, le 19 novembre 1720, la France se dotait en effet du premier service hydrographique officiel au monde : le Dépôt des cartes et plans de la Marine, dont le Shom est l'héritier.

Alors, depuis le 19 novembre 2019, l'établissement public (sous tutelle des Armées, 524 personnes réparties entre son siège social de Brest, Toulouse, Saint-Mandé, Nouméa et Papeete, 58 M€ de budget annuel et cinq navires armés par la Marine nationale), organise des expositions, une journée d'étude, des conférences, des publications, etc. Le 25 mai, un timbre commémoratif doit même être lancé.

Heureusement, tout cela n'est pas remis en cause : pour l'instant, seules les expositions « 300 ans d'hydrographie française », accueillies actuellement par l'IGN (homologue terrestre du Shom) dans son Géoroom de



Le film « Paré pour la sonde » est une reconstitution historique d'une séance de mesures des fonds marins.

PHOTO : DR/ECPAD

Saint-Mandé (Val-de-Marne), et prévues au printemps aux Ateliers des Capucins de Brest (Finistère), sa ville-siège, sont perturbées ou reportées.

En attendant, on peut se consoler avec le court-métrage de douze minutes, *Paré pour la sonde*. Réalisée avec le soutien de l'Amicale des hydrographes, de l'association Hermione-La Fayette et de l'École navale, cette reconstitution historique explique la réalisation d'un levé hydrographique du début du XIX^e siècle, pour réaliser les cartes marines.

Gaël HAUTEMULLE.

Programme détaillé du 300^e anniversaire à retrouver sur www.shom.fr/fr/300_ans

Plaisance

Le Secrétaire général de la mer a confié à la Fédération française des ports de plaisance (FFPP) l'élaboration des bonnes pratiques sanitaires pour la reprise des activités des plaisanciers. La FFPP affirme qu'elle proposera au gouvernement, dès cette semaine, une réponse concertée et opérationnelle en vue d'un redémarrage le 11 mai.

DÉFENDRE NOS PRODUCTEURS, C'EST PERMETTRE À TOUS D'ACCÉDER À LEURS PRODUCTIONS.

Chez E.Leclerc, ça fait 70 ans que l'on soutient les producteurs de nos régions. Et aujourd'hui plus que jamais, priorité au local. C'est pourquoi chaque semaine, E.Leclerc vous fait bénéficier de 20 % en Ticket E.Leclerc Solidaire sur une sélection de produits frais d'origine France. Ces 20 % sont directement financés par nos magasins sans faire baisser les prix producteurs. Un bon moyen de soutenir nos filières tout en continuant à bien manger.



DU 27 AVRIL AU 2 MAI



**SUR LE VEAU ORIGINE FRANCE
AU RAYON BOUCHERIE***

E.Leclerc

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMPTE POUR VOUS.

*Au rayon traditionnel, au stand boucherie ou en frais emballé. Sélection de produits Boucherie libre-service disponible au Drive.

**Offre réservée aux porteurs de la carte E.Leclerc. Voir conditions en magasins, Drive et E.Leclerc Express participants.

« La vie existe là où on ne s'y attend pas »

► **Culture.** L'océanographe Catherine Vadon vient de publier *Océan sauvage*, aux éditions Glénat. Une occasion exceptionnelle d'en apprendre beaucoup sur la richesse et la beauté de la biodiversité marine.



Thons et requins autour d'un banc de poissons. Une des photos du livre de Catherine Vadon, paru aux éditions Glénat.

Entretien



Catherine Vadon, maître de conférences au Muséum national d'histoire naturelle de Paris.

Quelle est la biodiversité de nos côtes, dans l'Atlantique et la Manche ?

Avant de parler de biodiversité, on a des milieux naturels très divers... On a des côtes rocheuses (comme au Croisic), de la côte sableuse (ce qu'on voit à La Baule), on a aussi des marais salés, mais aussi des milieux estuariens, à l'endroit où les cours d'eau se jettent dans la mer. Le long de nos côtes, on a une mosaïque de ces milieux naturels qui sont très différents, mais qui sont interconnectés entre eux : avec les mouvements de l'eau, on a un transport de larves, de particules alimentaires, etc.

Sur nos littoraux rocheux, on a par exemple des algues extrêmement importantes, les laminaires. Ce sont de grandes algues brunes qui peuvent faire cinq mètres de long. Par coefficient de grande marée, on les voit sur les rochers. Quand l'eau revient, à la verticale, elles forment de vraies forêts sous-marines, qui sont des zones très peuplées par des oursins, des étoiles de mer, des poissons, etc. Elles sont très importantes pour l'équilibre de la côte, que ce soit pour la vie marine ou l'oxygénation de l'eau.

Est-ce que le réchauffement climatique peut avoir des conséquences sur notre littoral ? Par exemple : de plus en plus de méduses ?

Chaque espèce vivante a besoin d'un certain nombre de paramètres, que ce soit la température, la salinité, l'éclairement, l'oxygénation de l'eau... Certaines espèces sont très sensibles à la moindre variation de ces paramètres, d'autres tolèrent mieux le changement, au moins pendant un certain temps. On constate partout dans le monde que les pullulations de méduses sont de plus en plus fréquentes. C'est un phénomène naturel qui a toujours existé. Pourquoi y en a-t-il de plus en plus ? Depuis quelques décennies, on a entrepris de faire disparaître des prédateurs de méduses, comme certains poissons ou les tortues marines. En plus, au niveau local, l'eau se réchauffe : le plancton est plus abondant, donc ça donne plus de nourriture aux larves de méduses, qui vont avoir plus de facilités à se reproduire.

Comment les espèces s'adaptent-elles pour survivre ?

Quand on regarde bien, toutes les espèces s'adaptent à leur milieu, pour se défendre, se reproduire et manger... Si on prend la côte du Croisic battue par les vagues, pour pouvoir habiter là, il faut être hautement spécialisé ! Il faut pouvoir résister aux marées : quand on est à sec, il faut pouvoir subir le soleil et la pluie, il faut aussi résister aux vagues et aux grosses tempêtes... Tout ça dans un milieu qui pourrait nous paraître banal ! Par exemple, les patelles aussi appelées « chapeaux chinois ».



Une vision terrifiante venue des abysses.

Pour les enlever à la main d'un rocher, c'est quasi impossible grâce à un effet ventouse qui fonctionne à 100 %. Avec les canicules qu'on a connues cet été, tenir à sec pendant six heures de marée basse, il faut pouvoir !

Et nous, pouvons-nous nous en inspirer ?

Il y a, par exemple, la peau du requin, qui, sur la carlingue de certains avions permet de minimiser les forces de frottement, ou des pneus inspirés du requin pour éviter l'aquaplaning. Ce qui est très intéressant, c'est aussi les médicaments de la mer. Les organismes fixés au fond, qui ne peuvent pas fuir les prédateurs, utilisent l'arme chimique, avec l'émission de molécules qui peuvent être utiles pour faire des médicaments anti tumoraux ou anti tuberculeux.

Y a-t-il encore des découvertes à faire ?

Oui, bien sûr ! Aujourd'hui, on connaît 275 000 espèces dans l'océan, or, les

chercheurs disent qu'on pourrait en découvrir un à deux millions. Les deux sources de découverte probables sont les grands fonds avec de nouveaux écosystèmes, et le monde des micro-organismes, des bactéries et même des virus.

Est-ce important de transmettre ces connaissances ?

Oui, surtout pour les océans, où la recherche avance assez vite. C'est passionnant de pouvoir raconter ces nouvelles connaissances. Aucune vision catastrophiste n'est créatrice ni d'énergie, ni d'envie. Au contraire, il faut regarder à quel point la vie est diversifiée avec des adaptations extraordinaires. La vie existe à des endroits où on ne s'y attend vraiment pas. Si on améliore la connaissance, on aura d'autant plus envie de se mobiliser et de protéger cette vie.

Recueilli par
Marie JOUSSEAUME.



« Océan sauvage Biosphoto », de Catherine Vadon. Ed. Glénat 2019. 192 pages. 39,50 €.

